

Tribune socialiste

N° 383 / 3 Octobre 1968 / PRIX 1 F



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Le 13 mai à l'envers

Gilles Martinet

Syndicats : les limites de la négociation

Christophe Fetet

La presse, les régions et le socialisme

Alfred Danjou

Mexico : la parade et la répression

Christian A. Girault

Derrière le sport

Dominique Laury

Renforcer le contrôle ouvrier

Jacques Malterre

Conformément aux accords de Grenelle un certain nombre de rencontres ont lieu actuellement entre les représentants du patronat français et ceux des organisations syndicales.

Tant par le niveau des délégations que par les problèmes abordés, ces réunions revêtent une importance exceptionnelle. Suite des événements de mai, elles devraient être pour le monde du travail et des entreprises ce que les contacts entre étudiants, enseignants et gouvernement ont été

pour le monde de l'Université.

Le parallèle entre ces deux négociations va assez loin, bien que des différences sautent vite aux yeux. Dans les deux cas, c'est le mouvement de mai qui à sa manière forte a posé efficacement les exigences des étudiants et des travailleurs devant les problèmes de la société française en remettant en cause toute l'organisation et toutes les finalités de cette société. Dans les deux cas les classes dirigeantes qui depuis longtemps s'opposaient à toute solution malgré

les avertissements de quelques uns, ont été contraintes d'accepter d'ouvrir la négociation et de l'ouvrir en fonction des objectifs définis par le mouvement de mai lui-même.

Pour la première fois depuis longtemps une forme d'action politique a obligé le régime à sortir de son immobilisme. Nous pensons toujours et nous disons toujours qu'il aurait mieux valu que le mouvement, plus uni, plus conscient de sa force réelle,

(suite page 3)

LES POINGS SUR LES I La V^e Internationale

Une nouvelle internationale existe : celle des révoltés, avec son fer de lance, l'armée des étudiants.

De Paris à Berlin, de Londres à Mexico, d'Amsterdam à San Francisco, une gigantesque mutation historique est en train de s'accomplir. Les chevaliers de la table rase tiennent le haut du pavé. Le vieil univers tremble sur ses gonds. Un nouveau monde s'annonce, à la fois terrifiant et fascinant. Il suffit de lire l'interview du cinéaste Stanley Kubrick, réalisateur de 2001, l'odyssée de l'espace, l'ouvrage de Herman Kahn « L'an 2000 », pour prendre la mesure d'un futur en gésine qui sera demain notre présent, si nous en croyons les maîtres de la science et de la technique.

Un grand vertige s'empare des peuples développés. Les mots anciens, les structures centenaires, sont récusés, mis en question. La vie, l'amour, la mort même commencent à être perçus autrement.

De pareils remous ne pouvaient pas épargner la gauche, le socialisme qui devient de plus en plus « difficile ».

Une colère, une amertume, un ressentiment, une révolte aux contours plus ou moins flous, noient des masses immenses d'hommes confrontés aux ruines idéologiques, aux dérives des espérances. Plus que jamais, il apparaît que nulle part au monde la société socialiste humainement possible — je n'écris pas idéale ! — existe, que personne dorénavant ne détient les saintes écritures socialistes.

Nous sommes au milieu d'un chantier qui a la dimension de la planète. L'imagination doit prendre le pouvoir. Aujourd'hui, sachons dépasser ce néo-conformisme qu'est la contestation de la contestation. Regardons en face l'abîme, les épaves.

Il nous faut reconstruire après les apocalypses, les tremblements de terre. Le pouvons-nous ? L'homme n'est-il pas gangrené au point de ne plus pouvoir accoucher que de l'échec, de ne plus pouvoir s'arracher à son sommeil, à son agonie « programmée » ?

Telle est la question de vie ou de mort qui se pose : Faire le Socialisme pour le 20^e siècle.

André LAUDE

Entreprises : la chasse aux sorcières

Le 30 juillet dernier, au cours de la première table ronde sur les droits syndicaux, les centrales ouvrières ont remis au patronat des listes de licenciements pour activités syndicales. Le C.N.P.F. reconnaît avoir été impressionné par le nombre de ces représailles.

Malgré cela « la chasse aux sorcières » continue dans de nombreuses entreprises. Il existe d'ailleurs plusieurs tactiques. Celle du « pas

de quartier » a pour chef de file BESNIER à Laval qui licencie sans complexe tous les syndiqués de F.O. de son entreprise. Il y a aussi la pratique des soi-disant licenciements collectifs, qui sont surtout un bon moyen de se débarrasser des syndicalistes. Exemples : SODEL (Pizon-Bros) à Clichy avec 65 licenciements dont 15 militants ou candidats aux élections de délégués. VERDIER (textile) à Montreuil (S.-et-M.) : tout un atelier licencié pour éviter les manifestations de solidarité avec les syndicalistes éliminés. Mais à PRODUCTA (Chimie) Beauvais, l'inspection du travail s'est opposée à l'élimination de 10 personnes. La direction a dû revenir sur sa décision.

Quelque chose qui ressemble à de l'espionnage est également très prisé. À la SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE TRAVAUX (bâtiment), Rueil-Malmaison, trois militants C.F.D.T. sont licenciés quelques jours avant que soient connues leurs candidatures aux élections de délégués. Les pressions sur les organisations syndicales font aussi partie des tactiques patronales : à la TEINTURERIE MODERNE d'Angers, trois candidats délégués mis à bout de nerfs finissent par présenter leur démission.

Dans toutes les organisations syndicales les listes s'allongent de jour en jour. Le C.N.P.F., par la voix de M. CEYRAC, déclare qu'il faut avant toute chose, essayer de comprendre la situation difficile dans laquelle se trouvent les entreprises. Selon lui, il est bien normal que « quelques » délégués syndicaux se trouvent dans le lot des licenciés. Car « il n'a jamais été dit que leur mandat constituait une immunité les mettant à l'abri des licenciements collectifs ». Pour le patronat seules des raisons économiques peuvent expliquer ces faits.

Les syndicats, en étalant publiquement leurs listes, ont obtenu du C.N.P.F. qu'il se mette à constituer un dossier complet sur la question. Un dossier dont on reparlera dans les futures négociations. □

Le Mans : cuisine électorale

Nouveaux remous au sein du conseil municipal du Mans : on y évoque même des possibilités d'éclatement et de démission collective. Ce ne serait jamais que la seconde fois depuis mars 1965. Mais rien n'est fait : l'exercice d'un mandat procure tout de même bien des satisfactions. Qui veut voyager loin...

Le docteur Maury — baptisé aussi « le mal élu » — semble avoir soulevé, dimanche, aux sénatoriales, le cœur jusqu'alors peu sensible de plusieurs conseillers et adjoints se disant de gauche, mais faisant, qu'on se rassure, bon ménage avec le centre et la droite. A ceux qui, en votant pour lui, croyaient avoir manifesté leur opprobre au gaullisme, M. Maury a répondu que

son sens de l'opposition s'évanouissait ni plus ni moins devant un siège de sénateur. Ainsi faisant « cavalier seul » au premier tour il voulut inciter les libéraux, voire certains « gauches » (dans la mesure où tout le monde s'en réclame) à voter pour lui. La chose échoua et, au second tour, M. Maury fit liste commune avec l'U.D.R. d'Argenlieu et le candidat du Luart. M. Maury est désormais sénateur-maire du Mans. Quand les électeurs se décideront-ils à comprendre que centriste et U.D.R. ne sont là que nuances dans un même élan de fraternel soutien... du Capital ! □

O.R.T.F. : le point noir de la rentrée

Au 30 septembre, les journalistes licenciés de l'O.R.T.F. étaient au nombre de 66 : 40 appartenant autrefois à la télévision, 26 à la radio. Pour compléter la liste des victimes de la répression gaulliste à l'O.R.T.F., il faut ajouter 22 journalistes mutés, 6 mis en congé spécial, 20 pigistes non repris, et un certain nombre de producteurs comme Max-Pol Fouchet, Roger Louis, Philippe Labro, André Harris, Alain de Sedouy auxquels on a volontairement omis de faire appel...

Le 5 octobre expirera le préavis de licenciement de ces 66 journalistes qui, alors, ouvriront individuellement une action en justice.

Il ne doit pas être bien difficile de prouver que le droit de grève le plus élémentaire a été bafoué, par la sanction systématique de ceux qui en ont usé dans la plus stricte légalité.

En attendant l'U.J.T. (Union des Journalistes de Télévision) (1) et l'U.J.R. (Union des Journalistes de Radio) qui rassemblent les licenciés et ceux qui les soutiennent comptent maintenant plus de 10.000 adhérents parmi lesquels, on compte des ouvriers, employés, syndicalistes, représentants de collectivités locales, politiciens, universitaires...

C'est peut-être curieusement du côté des journalistes de la presse écrite que la solidarité semble s'être manifestée de façon plus ambiguë. Certes toutes les associations et syndicats professionnels de journalistes n'ont pas manqué d'assurer leurs confrères licenciés de l'O.R.T.F. de leur soutien, mais ils ont aussi recommandé aux journalistes n'appartenant pas à l'O.R.T.F. de refuser toute collaboration sous quelque forme que ce soit avec l'Office : pour excellent qu'en soit le principe les modalités d'application se sont avérées très confuses.

Certaines dérogations pouvaient être accordées à certains journalistes. Ce qui n'a pas empêché un certain nombre de grands éditorialistes et chefs de rubriques de la presse écrite de collaborer sans consulter l'U.J.T. à de grandes émissions... parfois dans le but (caché, bien sûr) de faire vendre leurs bouquins (voir Jean Ferniot et René

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Rédaction
81, rue Mademoiselle
Paris-15^e - Tél. : 306-22-60

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

Ce numéro est tiré à :
26.592 exemplaires

MORIAME - PARIS 1968

Andrieux). Cela est apparu aux yeux de nombreux journalistes pigistes notamment, et récemment sollicités par certains hommes nouveaux de la télévision, comme une injustice flagrante. Pour beaucoup — et les grands éditorialistes ne sont pas de ceux-là — le refus de travailler est une position de luxe qu'ils ne peuvent se permettre d'observer. D'ailleurs, il n'a plus beaucoup de sens après la caution qu'ont apportée, par leur participation, les « vedettes » de l'information, les téléspectateurs auraient certainement été beaucoup plus sensibilisés au problème des journalistes licenciés de l'O.R.T.F. si M. Couve de Murville n'avait pas eu d'interviewers pour passer à la télévision que s'ils avaient appris (et comment d'ailleurs ? Par un entrefilet de 3 lignes dans *Le Monde*) qu'un journaliste pigiste avait refusé de préparer telle séquence de telle émission plus ou moins de caractère documentaire... Pour être apparemment basement corporatiste cette question a une certaine importance car elle touche à la morale et à la solidarité professionnelle des journalistes...

Cependant, nous le savons bien, les journalistes de l'O.R.T.F. ne sont pas seuls. Leur combat est celui de tous, contre la répression politique, syndicale... Car ces mesures sont, comme le précise l'Union des Journalistes flamands, « une intimidation permanente pour le personnel qui demeure en service »... et également un exemple donné par l'Etat au patronat privé, qui n'a pourtant pas besoin de leçons ou de conseils à recevoir dans le domaine de la répression contre les activités syndicales. □

(1) Union des Journalistes de la Télévision, 22, rue de Chaillot, Paris 16^e, 727.43.49.

Renforcer le contrôle ouvrier

(suite de la page 1)

aille jusqu'à mettre en place de nouveaux pouvoirs légaux, mais puisque ceci a échoué — et de toute façon ne pouvait pas obtenir complète satisfaction sans transition — il importe aujourd'hui d'user à plein de l'ébranlement des pouvoirs actuels pour s'avancer sur la voie ouverte.

Les possibilités dans le secteur des entreprises sont étroites.

On sait que déjà le gouvernement a oublié ses « promesses » sur la participation ; qu'il hésite à donner quelque réalité aux droits syndicaux dans l'entreprise ; qu'il abandonne ses petites velléités de réforme fiscale (il avait osé reparler des droits de succession !) ; qu'il accepte même de provoquer la hausse des prix. Dans ce secteur, plus encore que dans l'Université ou les régions, les forces réactionnaires révèlent toute leur puissance. Certes, on ne demande pas au patronat d'ouvrir les voies de passage au socialisme, mais on aurait pu penser qu'après la secousse de mai, il s'orienterait vers une pratique des relations sociales qui accepte et même cherche le dialogue avec des organisations syndicales puissantes aussi bien au niveau de l'entreprise que pour ce qui concerne les problèmes nationaux de la politique de l'emploi et des revenus.

Nous constatons que l'on n'en est même pas là. Dans l'équipe gaulliste on s'oriente plutôt vers une lutte contre la représentativité des syndicats. M. Couve de Murville a été assez clair sur ce point et comme il est très novice en ces matières, il reflète bien l'état d'esprit de l'Elysée et des dirigeants de l'U.D.R. Au patronat, malgré l'arrivée aux leviers de commande du C.N.P.F. d'hommes plus intelligents, la résistance à toute concession sérieuse paraît relever de la plus classique lutte des classes sans même se parer de faux semblants du néo-capitalisme.

Et cependant, jamais le renforcement d'un « pouvoir ouvrier » c'est-à-dire — dans notre monde actuel — d'une force de contrôle de tous les salariés dont les intérêts sont liés, ne s'est révélé plus nécessaire.

On n'en prendra ici que deux exemples : les concentrations et les prix.

Que Citroën soit cédé par Michelin à la Fiat, cela ne nous surprend nullement (et peu nous importe si c'est une cession totale, une fusion partielle, une « collaboration » ou une « coordination »). Dans *Tribune Socialiste* du 25 juin 1966, je rappelez déjà la lutte de Michelin pour garder sa place internationale. Il y a longtemps que Michelin voudrait acquérir le contrôle de son principal

concurrent italien Pirelli ; pour cela il lui faut ou trouver de l'argent en revendant Citroën, ou se servir de Citroën comme monnaie d'échange proposée à Fiat qui de son côté a le contrôle de Pirelli.

Ces grandes stratégies financières sont obligatoires dans une économie de marché. Dans le cadre du Marché commun envahi par les géants de l'automobile américains, les constructeurs français doivent ignorer les frontières juridiques : une firme nationalisée (Renault) s'associe à une firme privée (Peugeot), et les frontières politiques : une firme française (Simca) se laisse racheter par une firme américaine (Chrysler).

L'enchaînement

Plus le marché est grand, plus il faut faire de grandes séries pour y être compétitif, mais plus l'on fait de grandes séries, plus le coût d'un échec sur un modèle devient insupportable et donc plus grande la nécessité de faire à la fois de très grandes séries et de nombreux modèles ; moyennant quoi, seuls des géants peuvent survivre ; la logique financière commande tout ; le consommateur est constamment harcelé et violé ; le travailleur est oublié et même l'Etat français avoue son impuissance dès lors qu'il ne peut changer les règles du jeu.

Ce monde implacable de l'économie prétend fonctionner au profit des hommes en accroissant sans cesse leur niveau de vie, mais très vite les objectifs prioritaires de l'entreprise deviennent la survie de l'entreprise, par l'accroissement de sa puissance ; l'intérêt réel des consommateurs est bafoué, l'homme au travail est oublié.

Les grands centres de décision de Paris, Detroit, Turin, jonglent avec les groupes, les entreprises, les usines ; font et défont les programmes de développement ; ouvrent, développent, ferment, fusionnent, recourent les établissements en fonction de la stratégie. Des hommes sont formés, embauchés, déplacés, licenciés, repris sans pouvoir se faire entendre ; la productivité, la rentabilité dominent tout, les erreurs économiques retombent sur les travailleurs, les choix financiers leur échappent. Qui ose encore parler de « pouvoir ouvrier » ? Cela paraît dérisoire comme un petit drapeau rouge sur un haut fourneau.

Inlassablement pourtant les syndicats reviennent à la charge, arrachent des accords (comme dans la sidérurgie) sur les salaires, la durée du travail, les garanties d'emploi, les problèmes de formation et de reconversion. Leurs succès sont à proportion de leur puissance dans l'entre-

prise et de leur poids politique dans la Nation. Pouvoir ouvrier et pouvoir syndical se confondent, mais leur renforcement est aujourd'hui la bataille politique essentielle de notre pays. Il dépend aussi de nous, membres du mouvement socialiste, que les batailles de mai et de juin soient encore assez « présentes » pour que les négociations actuelles fassent faire un pas en avant sérieux aux moyens d'action et de contrôle des salariés.

Dans cette action commune, les cadres prennent chaque jour davantage conscience de leur place réelle dans l'univers capitaliste. Que pensent au fond d'eux-mêmes les cadres de Citroën (les licenciés et les autres) des manipulations dont leur maison est l'enjeu et dont eux sont à la fois les victimes et les agents d'exécution. De plus en plus nombreux sont ceux qui refusent de jouir tranquillement de leur situation — d'ailleurs de plus en plus précaire — et qui sont prêts au sein des centrales syndicales à contester et notre mode d'organisation économique et les relations aberrantes qui existent entre salariés et patronat (qu'il soit privé ou étatique). Le jour où ils prendront conscience de leur force collective, alors ils pourront jouer un rôle décisif dans l'action de tout le mouvement pour transformer la société.

L'échelle mobile

Un deuxième exemple est celui des prix ; il faut sans cesse revenir dessus ; la hausse des prix est le moyen le plus insidieux de la « réaction ». Chaque mois le coût de la vie augmente d'un demi à un pour cent. Au 1^{er} octobre le supplément de 3 % sur les salaires sera largement annulé par toute une série de relèvements de prix et de tarifs ; d'ici le rendez-vous salarial de mars, de très nombreuses hausses prévues par le budget de 1969 viendront réduire à néant les avantages conquis de haute lutte en mai.

Pour que les salariés ne soient pas frustrés, il faudrait une autre politique économique qui aurait été fondée sur l'expansion dans la stabilité des prix ; elle est beaucoup plus difficile à mener à bien, elle implique en fait des changements dans les structures, dans les relations sociales, dans la formation des hommes. Un tel changement, ni le gouvernement, ni le patronat ne sont prêts à l'accepter ; il faudrait donc les y contraindre. Pour cela, il peut y avoir un bon moyen qui est l'existence de l'échelle mobile.

Soyons précis sur ce point. En Europe, certains pays ont l'échelle mobile (Belgique, Italie), d'autres pas (Allemagne, Pays-Bas). Il est donc assez facile de savoir quels sont les avantages de cette institution. La conclusion est nette. L'échelle mobile ne favorise pas la hausse réelle du pouvoir d'achat ; celle-ci dépend

des progrès de la production, de la productivité et de la pression exercée par les représentants des salariés. En Allemagne, les syndicalistes estiment que les clauses d'échelle mobile freinent l'action syndicale (et empêchent d'accroître la part des salariés). En revanche, l'échelle mobile est un dispositif protecteur quand il y a hausse rapide des prix ; elle permet aux salaires de ne pas prendre de retard ; elle serait donc particulièrement utile dans la période actuelle en France, elle aurait, répétons-le, obligé le gouvernement à choisir une autre politique, ensuite, la crise passée, on aurait pu se passer de cette disposition.

Mais cela veut dire aussi que dans six mois ou un an le mal sera fait ; à ce moment, la hausse des prix reprendra son cours « normal » et le gouvernement ne verra peut-être plus que des avantages à l'instituer. C'est donc maintenant — il est déjà tard — qu'il faudrait obtenir cette concession, mais il faut le vouloir vraiment et en faire une revendication prioritaire par rapport aux autres, voire même un préalable aux autres négociations, ou alors il faut cesser de réclamer l'échelle mobile par voie de presse et la laisser tomber à la première réticence pour se consacrer à d'autres objectifs : garanties d'emploi, formation.

Ici encore — les objectifs étant bien précisés comme pour l'Université et la démocratie locale et régionale — ce sont les organisations syndicales qui sont en première ligne, mais ici encore, elles seraient singulièrement renforcées dans leur détermination et leur capacité d'aboutir si — en plus du P.C. — elles trouvaient d'autres forces politiques agissant dès aujourd'hui sur le terrain pour dénoncer la réaction, pour démonter les mécanismes de la société économique, pour expliquer ce qui peut être fait. Ici encore, une action conjuguée, à la base, des comités d'action, des sections politiques, des clubs, des groupes socialistes serait nécessaire et préluderait heureusement à la formation d'une grande force politique qui attirerait d'autant plus la confiance qu'elle aurait déjà fait preuve de son utilité. □

Journées "Entreprises"

Pour sa part le P.S.U. compte développer son action sur ces deux points précis, le pouvoir de contrôle et l'échelle mobile des salaires ; ce sera là les deux thèmes essentiels des journées d'études organisées les 19 et 20 octobre par les sections et groupes d'entreprises du Parti.

Syndicats

Les limites de la négociation

Christophe Fetet

Jeudi 26 septembre, à l'issue de la première séance des négociations C.N.P.F.-syndicats sur la « sécurité de l'emploi », M. Leyrac, le négociateur patronal, a qualifié ces discussions de « franches et loyales » parodiant les formules en usage à l'Est.

Au-delà de son aspect humoristique, ce commentaire donne le climat qui règne, extérieurement, au sommet, entre les partenaires sociaux. Cette négociation est une victoire syndicale. En janvier dernier, le C.N.P.F. avait refusé de discuter d'autre chose que de l'indemnisation du chômage partiel, prétextant que ses statuts lui interdisaient de signer un accord interprofessionnel national sur d'autres points. Contraint de venir à la table de négociations par les grèves de mai, le patronat y retourne aujourd'hui en faisant contre mauvaise fortune bon cœur. Le protocole d'accords de Grenelle avait prévu ces négociations sur l'emploi.

Les syndicats, pour leur part, ont toujours demandé ces rencontres au sommet qui renforcent leur influence et leur prestige et qui, si elles aboutissent, contraignent des patrons récalcitrants à appliquer des accords qu'ils n'auraient pas signés eux-mêmes.

Interlocuteur valable

La C.G.T. en est, pour sa part, particulièrement satisfaite : revenue à la table de négociations en janvier dernier, en partie grâce à l'unité d'action avec la C.F.D.T. elle entend y demeurer et apparaître au patronat comme l'interlocuteur sinon unique du moins le plus valable.

Est-ce à dire que ces négociations seront une réussite ? Il est probable qu'après plusieurs semaines de négociations, on aboutira à un accord positif bien que peut-être quelque peu décevant dans son contenu. Le patronat veut en effet limiter le champ des négociations aux commissions paritaires sur l'emploi et aux conséquences des fusions et concentrations. D'une manière encore plus restrictive, le patronat se retranche derrière l'État qui, dit-il, s'est donné le monopole du placement et fait le procès des organismes professionnels de placement.

Par ailleurs, à moins qu'ils ne soient soutenus efficacement par la base, ces accords nationaux sont fatalement restreints : plus la surface couverte est large, moins la couverture est épaisse, dit-on dans les milieux patronaux.

Le même problème se pose actuellement pour les négociations en cours dans la métallurgie visant à la signature d'une convention collec-

tive nationale. Le principe en est acquis, mais on peut craindre que mise au point selon le principe du plus petit dénominateur commun elle n'apporte quelque chose qu'aux métallistes les plus défavorisés : il est peu probable que l'ouvrier de chez Renault y trouve un réel avantage nouveau.

Dans ces deux cas, la conclusion est claire : les négociations aboutiront probablement, mais les organisations syndicales n'apparaissent pas en mesure d'imposer des concessions déterminantes.

Il est vrai qu'elles sont loin de présenter un front commun, malgré, ces derniers jours, une certaine amélioration dans leurs rapports : avant la réunion C.N.P.F.-syndicats, des représentants C.F.D.T.-F.O. d'une part, C.F.D.T.-C.G.T. d'autre part s'étaient rencontrés pour confronter leurs points de vue.

Entre centrales

Les divergences n'en restent pas moins extrêmement profondes. F.O. trouve dans l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie de nouveaux arguments pour refuser tout accord avec la C.G.T. et elle s'élève contre toute idée d'admission de cette confédération dans les organismes de Bruxelles demandée par Maurice Schumann.

Quant à la C.G.T. et la C.F.D.T., jamais la coupure n'a été aussi grande depuis l'accord d'unité d'action de janvier 1966. Dans les milieux cégétistes on reproche à la C.G.T. d'avoir voulu prendre la direction exclusive des grèves de mai, tandis qu'à la C.G.T. on s'inquiète de l'influence des « gauchistes » dans l'autre confédération, accrue, paraît-il, par le courant d'adhésions qui a suivi mai.

Une « centrale gaulliste »

Il n'est pas impossible cependant que ces divergences s'atténuent dans les semaines qui viennent pour faire face à un danger commun : la création d'une confédération syndicale para-gaulliste destinée à devenir l'interlocuteur privilégié du gouvernement et du patronat dans la mise en œuvre de la « participation ». Ainsi la « Confédération Française du Travail » deviendrait la Confédération Nationale du Travail. Déjà a été créé la semaine dernière le Conseil National des Salariés qui, semble-t-il, ne serait pas très hostile à une politique corporatiste avec le Conseil National du Patronat Français.

Ce n'est pas la première fois que les milieux gaullistes tentent une tel-



Accords de Grenelle : la suite est difficile.

A.F.P.

le opération, et toujours sans succès. Mais aujourd'hui ce qui la rend plus menaçante, c'est la place que l'on pourrait accorder à ces soi-disant syndicalistes dans les organismes de participation, en particulier, dans le nouveau sénat économique sans oublier les organismes de la Sécurité sociale. L'exemple de l'O.R.T.F. où le journaliste choisi pour siéger au Conseil d'Administration est issu d'un

« syndicat indépendant » justifie amplement ces craintes.

C'est peut-être dans ces tentatives que réside le plus grand risque d'explosion sociale dans les prochains mois : si le revanchisme U.D.R. s'ajoute au revanchisme patronal qui sévit dans nombre d'entreprises, il faudra bien que la détermination syndicale vienne donner forme au mécontentement latent des travailleurs. □

Université populaire

Pourquoi faire ?

Abraham Béhar

Oui sous l'impulsion de l'U.N.E.F., les universités populaires sont en train de trouver un nouvel équilibre.

Presque exclusivement étudiante au départ, elles sont maintenant à forte dominante ouvrière.

L'U.N.I.-Pop. de Colombes apparaît comme exemplaire et dans le type de débat instauré et comme méthode de travail.

C'est en effet à partir des expériences vécues dans les entreprises (Hispano, Sud-Aviation, Renault, Télé-mécanique, Chausson, etc.) que les questions sont posées :

Sur quel secteur doit peser le contrôle ouvrier ?

En quoi la « participation » gaulliste est une mystification dangereuse ?

Il reste à souligner une constance dans la répression de cette force de contestation. Non seulement le gouvernement et les professeurs conservateurs de l'enseignement supérieur continuent à la combattre, en interdisant sa tenue dans les locaux universitaires et en « l'ignorant », mais aussi les édiles municipaux se joignent à cette répression. Le maire communiste de Colombes a interdit, au dernier moment et après avoir accepté dans un 1^{er} temps, la tenue de l'U.N.I.-Pop. dans les locaux municipaux. (Celle-ci s'est repliée dans une salle de café)

C'est pour protester contre cette nouvelle atteinte aux libertés politiques qu'est organisé le 8 octobre à Colombes un meeting avec J. Sauvageot, C. Guerche et deux ouvriers des usines de la localité. □

Autos

L'aliénation au bout de la route

Alain Echegut

Enfermés, soumis, emprisonnés, de leur cellule les hommes aperçoivent un coin de ciel bleu ou l'imaginent. Parmi les raisons qui poussent à l'achat d'une voiture, l'une d'elles s'écrit en caractères de feu : l'évasion. » (1)

L'appel de la route est une des plus hautes ivresses qui soit donnée à l'homme d'aujourd'hui. L'étape peut être ce bourg à bonne réputation gastronomique, ou mieux encore, à la vertu culinaire, ignorée des guides, que l'on découvrira. D'ailleurs à la moindre difficulté ou au moindre caprice, un coup de champignon et nous volons 20 kilomètres plus loin ! Cette délicieuse impression de pouvoir toujours repartir, même quand on reste, c'est l'évasion continue.

« Nos ancêtres nomades dit le docteur R. Géraud, se propulsaient chaque jour vers un nouvel horizon, avant de découvrir la peur, la caverne et l'agriculture. Ils le faisaient avec armes et bagages, dans le secret espoir de trouver au-delà un ciel plus clément, une nature moins hostile, des femelles plus douces, une vènerie plus abondante. C'est le mythe de l'ailleurs ou de l'Eldorado. Il est au cœur des hommes. Nos sociétés techniciennes, après un long engourdissement, retrouvent le nomadisme. »

Celui qui se lance sur ce ruban noir, limité sur ses bords, mais aux possibilités infinies voit trois mauvais génies attachés à détruire son ivresse de liberté : le risque de voir sa tôle en rencontrer une autre avec divers désagréments possibles, le risque de siffler d'un homme, monté ou non, muni de redoutables pouvoirs, enfin les paroles désobligeantes des autres. Mais comme les trois vont toujours par quatre, s'est ajouté aussi le risque de ne voir, pendant 400 kilomètres, que le parechoc et l'arrière d'un autre libéré.

Circulation ou anarchie

Pendant fort longtemps, le problème de quantité ne s'est pas posé dans les villes, car l'espace jugé nécessaire pour l'hygiène ou l'aération suffisait d'autant plus à couvrir les besoins d'une faible circulation, que les véhicules ne logeaient pas dans la rue. L'abondance a, selon un phénomène classique, pris les apparences de l'illimité, lequel on le sait, s'apparente à l'infini. L'industrie automobile n'a pas vu au-delà de la vente immédiate et du plus grand bénéfice immédiat.

A Paris, aujourd'hui, le problème se présente ainsi : la superficie des voies de circulation est de 1.200 hectares, soit de 12 millions de mètres carrés, dont 5 millions de mètres carrés de stationnement soutenant 250.000 places de voitures et 7 millions de mètres carrés de surface de roulement permettant la circulation simultanée de 70.000 voitures, avec une pointe de 100.000 au maximum (2). Le nombre de véhicules immatriculés dans la Seine est de 1.700.000 dont environ 1.000.000 pour la ville de Paris. En outre, nombreux sont les véhicules venant de l'extérieur. Pour les seules migrations de travailleurs habitant en banlieue, 100.000 voitures particulières environ entrent chaque jour. Et le parc s'accroît tous les ans, de 15.000 pour la Seine, disent les uns, de 150.000 disent les autres, de 100.000 selon le Préfet de police.

Selon un expert, cela représente 10 milliards de perte de temps pour la région parisienne et 40 milliards pour l'ensemble de la nation, soit 8 % du produit national brut (valeurs actuelles 1967).

L'extension de l'espace

La voiture a déjà mordu sur de nombreux espaces jadis libres, terre-pleins et même trottoirs ou jardins publics. Elle a exigé l'abattage d'arbres, la destruction de sites. De 1960 à 1967, la ville a dépensé 8.700 millions à la modernisation de la voirie, soit 40 % de ses investissements, au détriment du logement et de la culture. Il est certes possible de mieux faire, les projets ne manquent pas. Ils se heurtent cependant à une série d'obstacles : le mètre du boulevard périphérique coûte plus de 45.000 francs (4,5 millions de francs) soit le prix ou le prix possible d'un logement.

Les transports du paria

Favoriser le mode de transport qui occupe le plus d'espace ne suffit pas. Encore faut-il décourager ces dangereux transports publics, capables de transporter beaucoup de monde en occupant peu de place.

Le métropolitain existant, avec ses voies propres, il est bien difficile de détruire. Les propositions formulées pour transformer certaines lignes en souterrains routiers n'ont pas été retenues. Dans ces conditions, la seule ressource est de laisser vieillir, s'archaïser. C'est pourquoi, dans les rames qui en 1938



La planète des singes.

Collombert

transportaient 775 millions de voyageurs par an, 1.500 millions de parias sont aujourd'hui entassés. Pas une ligne nouvelle n'a été construite dans Paris depuis 1914 et en banlieue depuis la guerre. Il a fallu attendre 1961 (les travaux n'ont commencé qu'en janvier 1962) pour que soit donné le premier coup de pioche du métro express régional.

Plus archaïque encore que le métro lui-même est la conception, à son égard, de la rentabilité. En regard du coût que représenteraient de nouvelles voies bien conçues, il faudrait placer le coût immense de l'embouteillage, du temps perdu, sans compter l'usure des nerfs. Ne parlons pas des chemins de fer : en 30 ans, trois gares construites dans toute la banlieue.

Pour les autobus, le travail, si l'on peut dire, fut plus facile. Il suffisait d'employer, dans toute sa rigueur, ce concept de rentabilité localisée à un seul transport, voire à une seule ligne : le voyageur en autobus occupe en moyenne environ six fois moins de surface de ce précieux sol urbain que le voyageur en voiture particulière. Du fait des faveurs accordées à celle-ci l'autobus a eu de plus en plus de mal à circuler. Double avantage : mettant de plus en plus de temps, il devenait de plus en plus coûteux (rotation ralentie), ce qui augmentait encore le coût. Solution finale tout indiquée : augmenter les tarifs pour dissuader les derniers fidèles et les encourager au transport individuel.

En 1938, 37.000 autobus, en 1967, pour un trafic beaucoup plus élevé 3.500, dont la rotation est du fait de la voiture individuelle, de plus en plus lente. En dépit de la discrétion

de la R.A.T.P., le dommage qu'elle subit est de l'ordre de 50 millions par an (5 milliards de petits francs).

L'avenir du transport

« Il est aussi absurde d'être contre l'automobile que contre la télévision, le cinéma ou les transistors. Il est par contre, permis de se prononcer contre les mauvaises émissions de télévision ou la mauvaise organisation de ses services, contre les navets de l'écran ou les transistors tenus à la main dans la rue qui assourdissent les oreilles. Lorsqu'un instrument extraordinaire est utilisé de façon imparfaite, ce n'est pas lui le responsable. Et du reste celui qui étudie, qui réfléchit, en s'efforçant de rechercher le bien public, la maximisation du tas de richesses nationales, se heurte fatalement à tous les groupes quels qu'ils soient, dont l'objectif est plus restreint. » (3)

Il reste, qu'au nom d'un certain libéralisme, il n'est pas tolérable de laisser se développer dans l'industrie automobile (troisième de ce nom en France) une telle légèreté dans la recherche sur le plan circulation ou sur le plan de la sécurité par exemple. Les propos des syndicats sur « l'affaire Citroën-Fiat sont à méditer, au moment où va s'ouvrir le salon de l'automobile (4). »

(1) Alfred Sauvy « Les 4 roues de la Fortune », essai sur l'automobile. Edit. Flammarion. 9,50 F.

(2) Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la ville de Paris, janvier 68.

(3) Sauvy.

(4) Du 3 au 13 octobre.

La presse de province

Pilier de la démocratie socialiste

Albert Danjou

Dans le cadre de la préparation de la campagne du P.S.U. sur le thème des problèmes régionaux, nous publions ci-joint un article de l'un de nos correspondants dans l'Ouest. Cette analyse a le mérite d'aborder l'avenir de la démocratie régionale, impliquant le socialisme, sous l'angle de l'information et plus précisément de la presse locale.

Trop de bêtises sont proférées sur ce thème pour que nous n'en prenions pas acte avec satisfaction. Pour autant nous ne partageons pas toujours les conclusions ou les affirmations d'Albert Danjou. Soit il nous paraît trop optimiste, soit parfois trop rapide sur des causes plus complexes qu'il n'y paraît à première vue.

Du moins appartient-il à « Tribune Socialiste » de frayer un chemin sur cette question capitale posée à notre société comme au socialisme de demain : l'information. □

On s'est beaucoup penché, depuis mai, sur le problème de l'information. Patronat compris, chacun y est allé de sa petite larme sur la liberté de la presse. Eternel Tartuffe...

Si les plumes les plus avisées ont enfourché le cheval de défense de l'O.R.T.F. et de la « grande presse », sacrifiant parfois au vedettariat, peu de noms célèbres en revanche semblent s'être souciés de la presse de province. Et pourtant serait-il concevable qu'elle fût exclue ou laissée à l'écart d'un mouvement de libération ou de prise de conscience ?

Dans le moindre hameau

Défendre la presse de province, repenser et définir son rôle devrait être l'une des tâches premières des futures assemblées régionales socialistes.

Car le journal local est sans doute, au niveau de chaque commune, de chaque canton, de chaque département, le seul instrument de liaison et d'échange entre les masses et ceux qu'elles se choisiront pour responsables.

Affranchie de la tutelle du grand capital, ôtée des mains de ses suborneurs actuels, cette presse devra se donner la mission la plus noble qui soit : expliquer au jour le jour les motivations et les objectifs d'une politique socialiste. Eduquer mais aussi traduire les aspirations, voire l'incompréhension populaires. De la sorte qui nierait qu'elle constitue l'un des rouages essentiels de la dé-

mocratie socialiste ? Or, une fois accomplies d'indispensables réformes de structures (1) elle sera un atout majeur pour tous ceux qui voient dans la centralisation jacobine un frein au libre débat. On peut, dans cet esprit, comparer le rôle du journaliste de province à celui de l'instituteur de village, de l'enseignant de lycée.

Presse de notables

Avant d'en arriver là, il importe que les militants et tous citoyens de bonne volonté prennent conscience de ce qu'actuellement cette presse, qui quadrille admirablement le pays, a mission de diffuser, en vue de contenter tout le monde. C'est dire que dans l'optique capitaliste elle n'est pas un instrument de culture ou de loyale discussion mais une série de pages blanches qu'il convient de remplir astucieusement en exploitant les travers et les vices, les passions, les faiblesses de l'homme. Presse de notables, elle ne veut ni ne peut heurter, dénoncer, proposer. Elle répugne à accuser le bourgeois « assis », se repaît des pauvres scénarios de la police ou des tribunaux, spéculer sur le « chien écrasé » en flattant de l'échine tout ce qui de près ou de loin ressemble à un ancien combattant et est titulaire du Mérite National ou de la Légion d'Honneur. En un mot, elle est un instrument supplémentaire d'aliénation. Vendre est son maître-mot et la loi du marché est la même pour tous : fromagers et journalistes.

Ce système, pour l'Etat, présente l'avantage de contraindre les journalistes honnêtes, tôt ou tard, de sa-



La boîte aux titres.

Archives

crifier à la démagogie, ne fût-ce que pour vivre. Elle contribue surtout à éloigner les professionnels de valeur et de caractère rapidement écorchés. Toutefois c'est moins par le profit que par la puissance voire l'asservissement que cette forme de presse satisfait les ambitions patronales. Quant aux journalistes eux-mêmes, beaucoup donnent dans le panneau de la concurrence et seraient certes froissés dans leurs appétits faussement intellectuels si on leur apprenait qu'ils ne sont qu'une manière de prolétaires et qu'en tant que tels ils ont des intérêts communs de classe à défendre. Au demeurant la grande majorité d'entre-eux est parfaitement intégrée dans le système au point de n'être pas consciente de contribuer à l'abrutissement collectif et de rire haut et fort dès qu'on aborde le chapitre de ses responsabilités morales. Ajoutons à cela qu'en agitant à la moindre occasion le spectre de la concentration et de la mort « inéluctable » des petits journaux, le patronat sait habilement rappeler aux indisciplinés qu'ils sont embarqués dans le même bateau que lui et que, somme toute, il n'est pas si facile de trouver un emploi lorsqu'on ne trouve plus hospitalité au sein de cette profession qui est aussi un ghetto.

Ainsi l'esprit d'entreprise étouffe l'esprit de classe et incite l'avant-garde des journalistes à pratiquer le syndicalisme à la « 3 % » en écartant la « tentation » révolutionnaire ou même tout esprit d'engagement.

De bonnes âmes parfois s'émeuvent de la pauvreté qualitative du journal de province et vont jusqu'à confier leur désarroi à quelque rédacteur en chef en quête de confession. Pour le patronat la chose est claire : les journalistes en sont les uniques responsables. Ah ! s'ils avaient la formation requise, s'ils étaient des informateurs dignes de ce nom, que de merveilles ne ferait-on pas ! Seulement si les conditions d'embauche (rentabilité avant tout) ont longtemps été déplorables on ne peut certes jeter à la rue 80 % des « locataires » (2). Charité oblige.

Le journaliste ne peut combattre seul

Où l'argument pâlit c'est que, depuis des années déjà, du sang neuf est sorti des écoles de journalisme ou d'autres endroits : le contenu de cette presse, lui, n'a pas changé.

Il est certain que l'état de larbinage — savamment entretenu par des chefs de rédaction mandarins — dans lequel se complait le localier, ne prêche guère en sa faveur. Peut-on être tout à la fois : coursier, femme de ménage, photographe, technicien du belin, parfois même du télétype, laborantin, secrétaire d'édition, agent publicitaire (3) et faire son métier d'informateur ?

Là où l'empirisme des méthodes, les mauvaises habitudes de « papa », un patronat soucieux d'être le garant de l'ordre et la pierre angulaire du régime, nécessiteraient en opposition



Une plus grande disponibilité pour la lecture.

D.R.

un front uni d'hommes libres, on ne rencontre que confrères taillables et corvéables à merci. Bien des raisons expliquent ce manque fondamental de combativité. La première tient sans doute dans ce que le syndicat majoritaire de la profession est autonome. La seconde : l'incompréhension qui de tout temps exista entre syndicats du Livre et syndicats de journalistes. La troisième : la concurrence syndicale au sein même des rédactions. Enfin : l'isolement des rédacteurs, la dictature d'une certaine forme d'actualité sont autant d'alliés de fait du patronat, et l'incompréhension de l'opinion, voire de celle qui se considère comme la plus avancée. Au surplus il existe des rivalités qui plus ou moins consciemment s'opposent au sein de la profession. Ainsi existe-t-il un manque total de solidarité entre « gens du siège », secrétaires d'éditions et de rédaction, « journalistes sur le tas », localiers, spécialistes, envoyés spéciaux, etc. Sans parler de l'antagonisme « Paris-Provence ». Le résultat ? Avec la complicité de l'Inspection du travail, le patronat peut violer à loisir les quelques lois dites sociales qui « défendent » la profession. Code du travail et Convention collective ne sont considérés autant par les réactionnaires que par les

paternalistes, voire les libéraux que comme d'aimables plaisanteries. Une lecture de chevet tout au plus pour syndicaliste atrabilaire. La grève avortée de février 1968 a prouvé en ce domaine que même pour défendre leurs droits fondamentaux, pour faire appliquer la simple législation sociale, les journalistes tous azimuts étaient incapables de faire bloc. Le patronat et le pouvoir le savent...

Sans doute la multiplication des sociétés de journalistes peut-elle sembler à certains l'augure d'un avenir meilleur ? Voire. L'idée pour intéressante qu'elle soit n'est pas dénuée d'ambiguïtés et vous a couleur d'intéressement et de participation à la mode de qui-vous-savez. Il est néanmoins trop tôt pour les juger. Bornons-nous à souhaiter que ces sociétés sachent éliminer ceux qui, sous couvert de défendre la profession ne caressent que l'ambition d'accéder à un poste patronal... nouvelle manière !

Ah si le lecteur savait sa puissance!

La réalité, même s'il ne faut pas, loin de là, rejeter le combat fraternel aux côtés des syndicats de la presse

et des sociétés de journalistes, est qu'il n'y a rien ou peu à espérer de tentatives réformistes.

Dans l'esprit des comités de mai et juin le moment est sans doute venu de précipiter une prise de conscience populaire en associant à une action commune, au titre de l'information régionale et locale, comme c'est le cas actuellement dans certaines villes de province : ouvriers, paysans, étudiants, militants politiques de gauche, représentants d'associations familiales, enseignants et journalistes. Sans être naïfs au point de prétendre comme par un coup de baguette magique « révolutionner » cette presse qui est le fondement même de notre société, nous sommes plusieurs à croire que si les lecteurs avaient conscience de la force qu'ils représentent et si de la sorte ils s'organisaient seulement entre gens avertis et responsables, leur puissance d'impact serait énorme. Rêvons un peu et imaginons à l'échelle d'un département une action de boycottage du fait-divers par exemple ? Mais est-ce vraiment rêver ? Si l'on sait que l'arme principale du patronat de la presse de province est la démagogie, il est urgent de l'attaquer sur ce terrain.

Socialisme et journalisme de province

Dans une politique socialiste et régionaliste certaines conditions paraissent préalables pour que la presse de province puisse contribuer non plus à asservir mais à servir le peuple :

— La formation du journaliste : plus humaine et faite d'expérience militante qu'intellectuelle. Sans doute une bonne culture générale est-elle nécessaire mais l'exercice d'un journalisme honnête, outre une formation professionnelle, requiert de solides notions de pédagogie des masses, de psychologie. Garantie morale (pas au sens traditionnel du terme bien sûr) foncière.

— Les journalistes doivent évidemment obtenir ce que le capitalisme leur refuse : liberté d'expression, sur la base de la responsabilité et du libre attachement à la cause socialiste ; conditions humaines de travail, suppression des barrières hiérarchiques, travail étroit en équipe, facilité d'accès à l'information. Autogestion du journal et des unités rédactionnelles. Tout le monde doit avoir droit d'expression dans la presse mais il convient de préserver l'indépendance d'esprit des journalistes. Ceux-ci seront au service des travailleurs et, en tant que tels, soumis à critique, mais ils ne sauraient être les faux sujets d'un appareil. Le journaliste sert le peuple et non seulement les élus du peuple. Il doit être une garantie morale contre toute tentative de corruption

ou d'annexion du pouvoir à quelque échelon que ce soit.

— La primeur de l'information doit être réservée à l'éducation socialiste, aux expériences de culture populaire, à l'urbanisme, à la vie syndicale, à l'aménagement du territoire, aux problèmes des jeunes. Le journal doit être l'instrument de la recherche de la liberté en favorisant le droit d'expression du peuple et le contrôle du travail des élus. En favorisant la création artistique et permettant aux artistes locaux de s'exprimer.

— Démagogie, faits-divers, exploitation du scandale flagornerie seront supprimés.

— L'exercice de la démocratie socialiste implique aussi pour les journalistes le droit à l'objection de conscience. Le fonctionnement d'une entreprise de presse nouvelle sera bien sûr, le moment venu, le fruit du travail de chaque unité de presse transformée en groupe de recherche permanente. *A priori* s'imposent la révision des méthodes de travail et la suppression de certaines rubriques typiquement bourgeoises.

Sans doute la presse de province a-t-elle un rôle passionnant à jouer. Dans un premier temps il lui faudra toutefois tenir compte des nécessités d'adaptation psychologique des masses à une information radicalement différente de ce que nous connaissons.

Il faudra aux journalistes locaux, mieux formés et mieux informés, éviter l'intellectualisme. Socialisme enfin ne signifie nullement austerité. Au contraire.

La classe ouvrière, première victime de la presse baillonnée devra un jour aider les militants de la profession à conquérir le pouvoir journaliste. A tous les niveaux, nos camarades du P.S.U. et les forces agissantes de la gauche doivent participer dès maintenant à une véritable campagne de dénonciation de l'information néo-capitaliste tout en ouvrant le débat sur ce que sera, demain, la presse socialiste. □

(1) Cet article n'aborde pas les problèmes relevant du statut de la presse et de toutes les dispositions juridiques la concernant. *A priori* la presse, échappant à l'esclavage de la publicité doit tout à la fois demeurer libre en étant subventionnée. Cette question à elle seule mérite un débat.

Cf. les positions avancées par J. Schwoebel dans son livre : « La presse, le pouvoir et l'argent », Editions du Seuil, 282 pages, 19,50 F.

(2) Localiers : journalistes de province chargés de rédiger les pages dites locales.

(3) L'énumération de toutes ces professions séparément nobles est choquante sans doute parce que certaines n'ont rien à voir avec le métier d'informateur mais aussi parce qu'en accomplissant, aussi stupéfiant que cela puisse paraître, toutes ces tâches les journalistes, syndiqués ou non, par le cumul privent d'emploi d'autres salariés.

Grenoble 68 : 1 - 2 - 3 Novembre

Les jeunes de la révolte

à la révolution socialiste

Bonnes feuilles

Un 13 Mai à l'envers

Gilles Martinet

A Paris lors du Mouvement de Mai, à Prague depuis janvier, la bataille pour un " Socialisme démocratique " a pris un nouveau tours et s'appuie sur de nouvelles expériences.

En publiant aux Editions du Seuil un ouvrage sous le titre " La Conquête des Pouvoirs ", notre camarade Gilles Martinet fait preuve de courage politique. Son livre soulève bien des questions sur des thèmes aussi décisifs que la démocratie directe, l'autogestion ou le renforcement des forces socialistes en France. Nous partageons bien des analyses, en discutons d'autres, en rejetons quelques-unes.

Mais il est évident qu'un dialogue fructueux s'instaure ainsi, et qu'il appartient à un journal comme T. S. de faire place au débat idéologique, qui ne peut manquer de se développer dans les semaines et les mois à venir au sein de toutes les forces socialistes en France.

Le livre de Gilles Martinet constitue une contribution importante à ce débat, et appellera probablement des réponses. Elles trouveront place dans nos colonnes. Pour l'heure, nous voulions d'abord en signaler l'importance, et publier quelques " bonnes feuilles " de l'ouvrage, convaincus que nos lecteurs ne s'en contenteront pas, et iront beaucoup plus loin dans la lecture de " La Conquête des Pouvoirs ".

Christian GUERCHE

Tout au long de la journée du 29 mai, la gauche a réclamé le pouvoir mais elle l'a fait en ordre dispersé et sans lier cette revendication à la préparation d'une action décisive. Le gouvernement a marqué un temps d'inquiétude. Le voici rassuré. Encore une nuit et une matinée d'attente et la contre-offensive va être déclenchée.

Des milliers de militants, d'hommes et de femmes de gauche, estiment qu'une nouvelle occasion historique a été perdue. « Nous avons le pouvoir à portée de la main et nous ne l'avons pas pris. » Mais pouvait-on réellement le prendre ? La question doit évidemment être posée.

On peut lui faire deux réponses. La première réaliste et qui tient compte de ce que les marxistes appellent les facteurs subjectifs d'une situation. La seconde hypothétique et qui s'appuie sur les données objectives de cette même situation.

Le 29 mai plus encore que les autres jours, la décision dépend du parti communiste et de la C.G.T. Or, peut-on imaginer que ces deux organisations agissent autrement qu'elles ne le font ? On voit mal Waldek-Rochet et Georges Séguy diriger les manifestants vers l'Élysée et prendre brusquement le risque d'un affrontement qu'ils ont jusque-là soigneusement évité. Ni Mendès France, ni Mitterrand, ni Mollet ne les poussent,

en tout cas, à le faire. Quant aux leaders du mouvement étudiant, ils croient si peu à la possibilité d'entraîner le parti communiste dans une telle voie que la plupart d'entre eux s'abstiennent de participer à la manifestation.

Depuis le début des événements les animateurs de l'aile marchante du « mouvement » sont persuadés que la politique du parti communiste rend impossible une victoire révolutionnaire. Aussi cherchent-ils avant tout à mener des actions « exemplaires » et à provoquer une prise de conscience chez le plus grand nombre possible d'étudiants et de travailleurs. Ils ne se soucient pas des résultats immédiats ; ils vivent 1905, la « répétition générale » de la révolution et non la révolution elle-même. Et ils ne songent qu'à préparer la suite qui viendra dans trois mois... ou dans trois ans. C'est ce comportement qui tente depuis plusieurs jours la direction du P.S.U. et c'est celui qu'elle adoptera effectivement après le 29 mai.

*Les données
d'une stratégie*

Mais à supposer que les organisations de la gauche française aient été différentes, qu'elles aient eu d'autres chefs et qu'elles aient suivi d'autres politiques, que se serait-il passé ?

Nous arrivons à la réponse hypothétique. Elle nous conduit à examiner les données d'une stratégie qui aurait permis à la gauche de prendre le pouvoir sans pour autant recourir à une opération insurrectionnelle. Car cette opération-là, personne à gauche n'était en mesure de l'envisager.

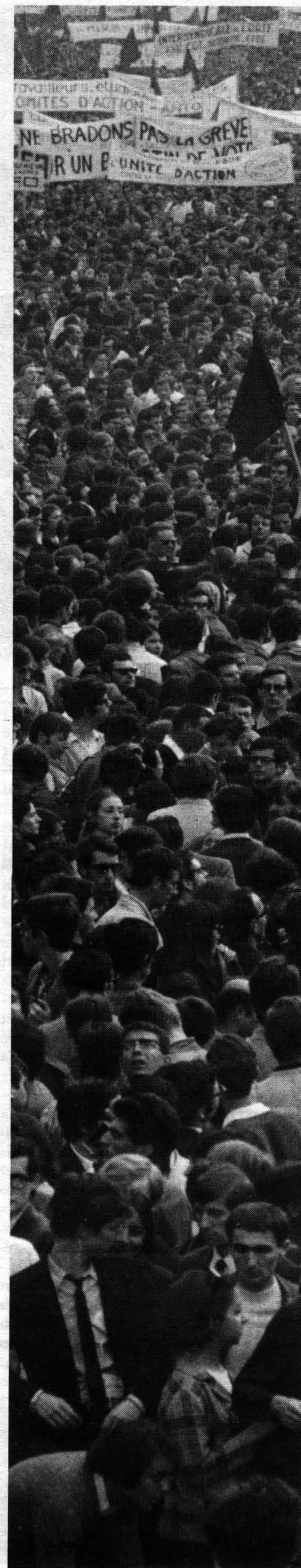
Un putsch militaire peut être improvisé. Une insurrection populaire demande une longue préparation. Dans cette préparation les facteurs techniques (organisation de groupes dits d'autodéfense, armement de ces groupes, etc.) sont de loin les moins importants ; les facteurs politiques sont essentiels. Et parmi ces derniers facteurs, la neutralisation et la conquête d'une partie des forces adverses sont déterminantes. « Les neuf dixièmes du travail militant du parti, écrivait Trotsky à propos de la préparation d'une insurrection, consistent à désagréger l'armée ennemie, à la disloquer de l'intérieur, et pour un dixième seulement à rassembler et à préparer les forces révolutionnaires ». Il suffit d'évoquer à la lumière de cette citation les préoccupations qui avaient été jusque-là celles de la gauche, de toute la gauche française, pour mesurer la distance abyssale qui la séparait de l'idée d'insurrection.

*Un seuil
qui ne peut être dépassé*

Dans leur grande majorité les officiers qui commandaient les unités endivisionnées souhaitaient ne pas avoir à intervenir dans les événements. Mais aucun d'eux n'était prêt à combattre le gouvernement, et dans aucune unité il n'existait une organisation de soldats capable d'entraîner leurs camarades dans une action offensive.

Certains révolutionnaires de mai ne sont cependant pas convaincus de l'impossibilité de la prise du pouvoir par la force. Ils considèrent que les démonstrations de rue pouvaient suffire à obtenir un résultat décisif. On les entend dire : « Si le 13 mai, date de la première grande manifestation de masse, ou le 29 mai, date de la dernière manifestation, des centaines de milliers de personnes avaient marché sur les principaux ministères, la police aurait été débordée et elle n'aurait pas osé tirer. Il n'était pas question de prendre les armes mais seulement de montrer plus de décision et plus d'énergie. » Ces propos sont de purs enfantillages.

Il y a dans l'escalade de la violence un seuil qui ne peut être dépassé sans de très grands risques. Et ces risques ne sauraient être courus lorsqu'on ne s'est pas livré à une préparation méthodique, politique, technique et militaire de l'insurrection elle-même. Elle peut constituer une simple dissuasion. Mais si le gouvernement sait que ses adversaires n'ont



pas les moyens de faire face à la situation qu'ils cherchent à créer, il les en punira cruellement.

Le pouvoir se prend dans la rue quand on a les armes ou bien lorsque l'ennemi est contraint de renoncer à utiliser les siennes. Pas autrement.

Il est vrai que les manifestants ne sont pas obligés pour autant de fuir devant les charges de police, et que leur combativité peut modifier une situation politique ; l'exemple des paysans bretons était déjà très significatif, celui des étudiants parisiens le fut encore plus. Une partie de la jeunesse ouvrière qui ne croyait plus à l'efficacité des « journées nationales » de grève et des longues promenades pacifiques a été transportée d'enthousiasme par l'action des étudiants et par ses résultats, c'est-à-dire par l'occupation victorieuse des universités. Le parti communiste s'est déconsidéré en parlant à ce propos de « provocation » et « d'aventurisme ». Mais les étudiants parisiens ont pu mesurer dans la nuit du 24 au 25 mai (manifestation de la gare de Lyon et deuxième nuit des barricades) les limites de ce type d'affrontement. Il y a des objectifs que l'on ne peut atteindre avec seulement du courage et des pavés. Parce qu'elle était sans but apparent mais non sans danger, leur action commença à devenir impopulaire.

Car la grande règle en matière de luttes civiles, c'est que toute action offensive doit se présenter aux yeux de la population (qui dans sa majorité demeure toujours hostile à la violence) comme une action défensive. L'avant-garde étudiante avait un esprit terriblement offensif mais elle n'aurait jamais réussi à déclencher un mouvement d'une telle ampleur si la police n'avait pas pénétré dans la Sorbonne, si les facultés n'avaient pas été occupées, si les cortèges de manifestants n'avaient pas été aussi brutalement attaqués. Même la première nuit des barricades a fait figure d'opération défensive.

Le gouvernement a d'ailleurs bien compris la leçon de ces événements. A partir du 13 mai il cesse de prendre l'initiative dans la rue. Il ne réagit pas devant les occupations d'usines, il ne cherche pas à reconquérir les facultés ni même le théâtre de l'Odéon. Il attend que le courant révolutionnaire s'épuise ou qu'il se coupe du gros de la population par des démonstrations qui paraîtront cette fois aventureuses. Plus tard il placera toute la campagne électorale sous le signe du « refus » de la violence,

de la « résistance » aux entreprises révolutionnaires, de la « défense » de la République.

Le combat sur un autre terrain

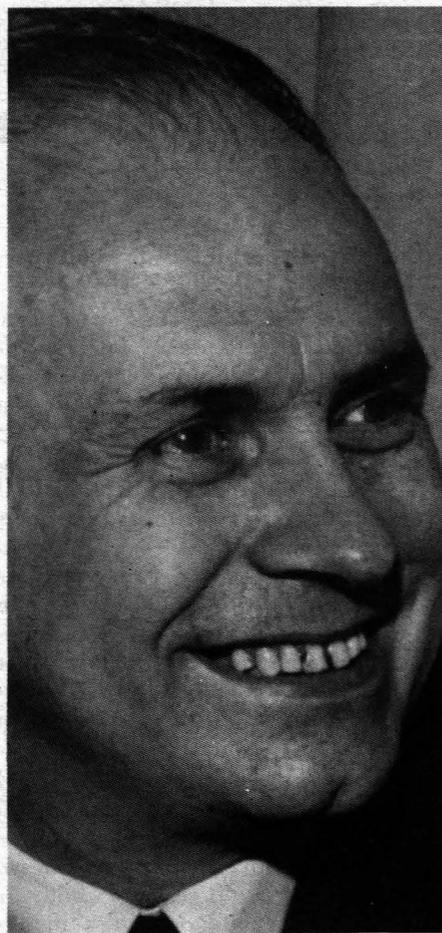
Cela signifie que le combat devait être très vite porté sur un autre terrain. Puisque les grévistes avaient entre leurs mains l'essentiel des services publics et la plupart des usines, il fallait qu'ils se préparent à les faire fonctionner sans le gouvernement et sans le patronat. Cela soulevait assurément d'immenses difficultés et l'objectif ne pouvait être que très partiellement atteint. Mais il suffisait que quelques secteurs se mettent en marche pour obliger le gouvernement soit à réagir brutalement (et donc à faire à nouveau figure d'assaillant) soit à opérer une nouvelle retraite.

Durant toute cette phase de tension, une issue politique et pacifique devait être sans cesse présentée au pays et cette issue ne pouvait être que la constitution d'un gouvernement provisoire chargé de réaliser les réformes les plus urgentes et de préparer les élections. Car quoi qu'il arrive on aboutira à des élections. Toute la question est de savoir sous quel gouvernement et avec quel système elles se feront. En de telles circonstances l'électorat flottant ne peut voter que pour les vainqueurs. Combien de ceux qui devaient mettre les 23 et 30 juin un bulletin gaulliste dans l'urne auraient réclamé, si le vent avait tourné, des médailles commémoratives de la révolution ?

Cette stratégie est, en somme, celle d'un 13 mai 1958 à l'envers. Avec cette différence fondamentale que le levier de l'action n'est pas une armée d'Algérie qui se tient prête à marcher sur Paris mais un mouvement gréviste qui menace de se transformer en mouvement gestionnaire et qui, en attendant, bloque les négociations.

Il s'agit, répétons-le, d'une stratégie hypothétique puisque les forces les plus puissantes de l'opposition — c'est-à-dire le parti communiste et la C.G.T. — n'étaient pas prêtes à la mettre en œuvre, mais non pas d'une stratégie utopique puisque ses différents éléments sont apparus au cours de la crise et ont été formulés par un certain nombre de syndicalistes et de militants politiques. Aurait-elle pu nous conduire à la victoire ? C'est possible mais non certain.

De même qu'en 1958 la faiblesse des leaders de la IV^e République a été un élément déterminant de la victoire gaulliste, de même les flottements du personnel en place ont joué un grand rôle dans la crise de 1968. Entre le 27 et le 29 mai un vent de panique a soufflé sur les milieux gouvernementaux. Mais personne à gauche n'était en mesure d'exploiter cette situation. L'opéra-



Gilles Martinet

Guéna

tion Mendès France avait été lancée beaucoup trop tard et dans de mauvaises conditions. Il lui manquait la plupart des éléments qui auraient pu lui assurer son succès : volonté des syndicats de donner une nouvelle orientation à la grève, appui du parti communiste et soutien de l'aile marchante du « mouvement ». Mais même s'il avait eu tous ces éléments en main, il restait à engager un « processus » auquel, d'une manière ou d'une autre, par son « abdication » ou son consentement, le général de Gaulle devait se prêter. Tout dépendait donc de la lassitude ou de la détermination du général et aussi, dans une mesure non négligeable, de la ténacité de son Premier ministre.

Lorsque nous examinons ainsi toutes les données de la situation de mai-juin 1968, nous sommes conduits à penser que les chances de la gauche, ou plus exactement du socialisme, étaient faibles et non pas, comme beaucoup l'imaginent encore, considérables. Il fallait réunir trop de « si » pour réussir. Encore avons-nous décrit cette réussite sous les aspects d'une transition réaliste, « rassurante » mais incontestablement ambiguë. Les solutions

que proposaient les communistes (obtenir une majorité électorale de gauche tout en laissant de Gaulle ou Pompidou maîtres du terrain) et les groupes extrémistes (donner le pouvoir à des comités populaires qui grouaient à peine quelques dizaines de milliers de personnes dans toute la France) étaient tout simplement absurdes.

Le mouvement était révolutionnaire

Il reste qu'un mouvement de caractère révolutionnaire s'est produit dans un pays qui paraissait entièrement dominé par les soucis de la société de consommation, et où seules des politiques réformistes semblaient pouvoir être envisagées. S'agit-il d'une formidable mais épisodique crise de croissance ? D'un phénomène aberrant, résultat d'une conjoncture exceptionnelle ? De l'ultime résurgence des vieilles idées et des vieux rêves dont cette nation a été si longtemps porteuse ?

Ou s'agit-il au contraire des premières manifestations d'un phénomène historique appelé à s'étendre hors de nos frontières ? De l'amorce d'une révolution qui, pour la première fois dans l'histoire, réussirait la synthèse du socialisme et de la liberté ?

Il n'y a pas aujourd'hui d'étude plus passionnante que celle du mouvement de mai.

On serait tenté de la commencer par une analyse de programme. Mais en vérité le mouvement n'avait pas de programme. Il était surtout marqué par des idéologies.

Raymond Aron avait prédit la fin de « l'âge idéologique ». Il se trompait. Sur ce point c'est Althusser qui a raison lorsqu'il écrit que « les sociétés humaines secrètent l'idéologie comme l'élément, l'atmosphère même indispensables à leur respiration, à leur vie historique ».

La société de consommation a sans doute, dans un premier temps, développé des phénomènes d'intégration sociale et atténué les extrémismes politiques. Mais elle a également créé des traumatismes et des contradictions qui, à leur tour, ont provoqué des mouvements de révolte. Or à des mouvements de révolte, il faut une expression idéologique et non seulement pragmatique. □

(Les intertires sont de la rédaction.)

« La Conquête des Pouvoirs » de Gilles Martinet - Edition du Seuil - Prix 15 F. En vente à Tribune Socialiste. C.C.P. 5826-65 Paris. Envoi Franco. Joindre chèque à la commande. Pour tout achat direct, 54, bd Garibaldi, Paris (15^e), ristourne de 10 %.

Mexique

La répression et la parade

Christian A. Girault

« **M**enace sur les jeux Olympiques ! »
« Voilà que les em-
pêcheurs de tourner en rond re-
viennent à la charge ! »

« Ces étudiants sont décidément
des gêneurs ! »

« Qu'ils aillent donc étudier ! »

« Ah ! on va leur faire la leçon ! »

« On va leur apprendre à brail-
ler dans les rues. »

Résultat : à Mexico, quinze jours
avant le début des jeux, une tren-
taine d'étudiants morts, des blessés
par centaines, des arrestations par
milliers.

Tous ceux qui ont vécu les événe-
ments de mai et de juin ont reconnu
la hideuse, l'odieuse campagne de
falsification, d'intoxication à la-
quelle se livrent gouvernants et
grande presse associés.

En mai et en juin aussi, les étu-
diants et les travailleurs en grève
empêchaient les « bons Français »
de partir en week-end, de voir des
navets à la télévision, de faire leur
tiércé..., de « vivre » enfin !

Or, de quoi est-il donc question
au Mexique en ce moment ? Eh
bien ! des Jeux Olympiques. Quel-
ques messieurs distingués ont réussi
à convaincre en 1964 les membres
séniles et richissimes du Comité
Olympique International que Mexico
ferait fort bien l'affaire pour les
jeux de 1968. Affaire, cela en fut
une ! Gouvernement et groupes de
pression para-gouvernementaux se
livrèrent à une débauche d'investis-

sements, de projets, de construc-
tions...

Pendant ce temps-là, au moins,
l'attention du peuple se portait ail-
leurs que sur des problèmes poli-
tiques et sociaux aigus... Déjà, on
envisage le jour de la récompense.
Les touristes américains seront là,
les poches bourrées d'argent, mais il
y aura aussi des visiteurs des pays
d'Europe occidentale — et en par-
ticulier les trois mille Français aisés
qui auront fait le déplacement rien
que pour ce grand jour. On amè-
nera quelques paysans de lointaines
provinces pour le folklore. L'essen-
tiel se passera entre « gens bien
élevés ».

L'important, c'est tout le capital
de considération — en clair investis-
sements étrangers, prêts — sur
lequel le gouvernement mexicain
compte, fier qu'il est de pouvoir
prouver l'efficacité de son « mana-
gement ». Ce sera pour lui le mo-
ment de passer à la banque.

Cependant, à Mexico — où on ne
verra pas de représentant de l'im-
mense Chine Populaire — les athlètes
superentraînés, professionnels
parjures, fourniront en gros la pres-
tation qui leur est demandée.

A Mexico, les super-puissances in-
dustrielles — U.S.A., U.R.S.S. — se
partageront la plus grande partie
des médailles, tandis que pour les
nations plus modestes, chaque mé-
daille gagnée — quelle qu'en soit
la couleur — sera l'occasion de stu-
pides effusions chauvines.

Mais cela, nous le savions déjà ;



L'octobre mexicain

A.F.P.

ce que nous ne savions pas, c'est
que l'on était prêt à tuer pour assu-
rer le « déroulement normal » de
cette foire, qui n'a d'ailleurs jamais
été menacée par les étudiants mexi-
cains — ils l'ont répété maintes
fois.

Ce que les étudiants disent, ce
qu'ils crient — et leur voix a déjà
dépassé les limites de leur pays —
c'est que les Jeux ne sont qu'une
manifestation de prestige qui béné-
ficiera aux commerçants, aux hôte-
liers, aux agences de voyages, c'est-à-
dire aux riches seuls — c'est que le
devoir d'un gouvernement serait au-
jourd'hui de penser prioritairement

à l'« autre Mexique », qui souffre
dans le silence.

La voix des étudiants mexicains,
c'est la traduction que sait donner
une avant-garde révolutionnaire aux
aspirations du peuple, cinquante ans
après une Révolution dont les bé-
néfices et l'esprit même ont été ac-
caparés par une bourgeoisie de plus
en plus égoïste et objectivement liée
à l'impérialisme américain. Alors,
parlons un peu plus du Mexique et
un peu moins des Jeux !

Les tendances de l'économie et de
la société mexicaine que nous ana-
lysions ici il y a deux ans (1) n'ont
fait que s'amplifier. La prétendue
« voie mexicaine » vers le dévelop-
pement, tout comme la « voie ivoi-
rienne », n'est en réalité que l'ex-
pression de la croissance des seuls
secteurs capitalistes de production.
L'exploitation des classes populaires
par une minorité alliée au capita-
lisme nord-américain n'en est que
plus patente.

Un journal aussi conservateur que
l'*Economist* de Londres ne manquait
pourtant pas de signaler dans un
dossier qu'il ouvrait l'année der-
nière sur le Mexique, « les inéga-
lités choquantes de revenus dont le
gouvernement ne semble pas se sou-
cier ». Il citait des chiffres et des
faits accusateurs, tel celui-ci : 5 %
des propriétaires terriens possèdent
50 % du territoire agricole. Cela
dans un domaine qui avait été pri-
vilégié par la Révolution mexi-
caine !

La conclusion d'un spécialiste
français, M. Claude Bataillon, est
similaire : « le système *ejidal* (2)
a dévié vers le capitalisme. Le sou-
venir des grandes distributions de
L. Cárdenas (3) est très faible chez
les jeunes et il va être de plus en
plus difficile d'éviter les tensions
sociales que provoque le méconten-

Deux mois chauds

Depuis le début de l'année, dans plu-
sieurs villes universitaires du Mexique
des heurts opposent périodiquement les
étudiants défendant l'autonomie de leurs
facultés et les libertés universitaires ac-
quises de longue date dans ce pays, aux
forces de l'ordre. Ces dernières manifestent
dans leurs interventions répressives une
grande violence.

27 JUILLET :

Dans le centre de Mexico, les étudiants
protestent en masse contre l'action des
« granaderos » — corps spécialisé de po-
lice, équivalent des C.R.S. — qui ont dis-
persé brutalement des petits groupes de
manifestants. 400 étudiants blessés, 2.000
arrestations.

29 JUILLET :

Occupation de deux écoles par les étu-
diants.

30 JUILLET :

L'armée (parachutistes équipés de chars
et de bazookas) se rend maîtresse de ces
écoles. 1 étudiant mort, nombreuses arres-
tations.

1^{er} AOUT :

L'agitation gagne les universités de pro-
vince. L'armée ouvre le feu à Villahermosa
(état du Tabasco). 2 morts.

2 AOUT :

100.000 étudiants manifestent à Mexico,
en compagnie du recteur de l'Université.

6 AOUT :

150.000 étudiants manifestent à Mexico,
rappelant leurs revendications :

- 1 - respect de l'autonomie de l'Univer-
sité.
- 2 - Libération des étudiants arrêtés.
- 3 - Demande de destitution du chef de
la police et de dissolution du corps des
« granaderos ».
- 4 - Enquête sur les brutalités policières.

Ils demandent en plus la démission du
ministre de l'Intérieur et du « Régent » de
la ville.

7 AOUT :

Le « Régent » qui a accepté certaines des
revendications (1 et 2) demande huit jours
pour décider de la destitution de Ramirez
— Chef de la police.

9 AOUT :

Les étudiants en appellent à la solida-
rité des travailleurs et des paysans. Mais
la grève n'est décidée que par les insti-
tuteurs et les professeurs.

12 AOUT :

Les étudiants repoussent la proposition
du « Régent » visant à constituer une com-
mission mixte pour enquêter sur les bru-
talités policières. Ils exigent comme préa-
lable la destitution de Ramirez.

14 AOUT :

Grande manifestation. Un des slogans :
« Peuple et étudiants unis, nous vain-
crons ! »

Du 15 au 27 août, c'est une période d'at-
tente. Les étudiants envisagent même de
recourir à l'arbitrage du Président Gustavo
Diaz Ordaz, tandis que les gouvernants
qui ne concèdent rien, comptent sur la
lassitude des étudiants.

28 AOUT :

200.000 personnes (étudiants surtout) de-
mandent, par une manifestation à Mexico,
la démission du gouvernement. Le conflit
devient politique.

29 AOUT :

Graves incidents entre policiers et étu-
diants. Des provocateurs seraient à l'ori-
gine de la fusillade qui a suivi. 1 mort
étudiant, 8 blessés.

2 SEPTEMBRE :

Le président Diaz Ordaz dans un dis-
cours devant le congrès, explique les trou-
bles par l'action « d'éléments étrangers »
qui visent à « saboter les Jeux ».

3 SEPTEMBRE :

Les étudiants estiment qu'ils ne peu-
vent, dans ces conditions, dialoguer avec
le Président. « Si notre mouvement est un
obstacle pour les Jeux, la faute en est au
gouvernement dont l'obligation est de ré-
soudre les problèmes sociaux qui affectent
notre pays. »

16 SEPTEMBRE :

200.000 personnes manifestent ; parmi
elles, les représentants de groupes syndi-
caux et populaires.

19 SEPTEMBRE :

L'Université Nationale Autonome de
Mexico, occupée par les étudiants depuis
juillet est investie par l'armée.

20 SEPTEMBRE :

Durs affrontements des étudiants avec
la police. Nombreux blessés. Un millier
d'arrestations depuis trois jours. Les étu-
diants cherchent à s'organiser en groupes
d'action entreprenant une campagne d'ex-
plication en direction de la population et
envisagent le cas où il faudrait passer à
la clandestinité.

23 SEPTEMBRE :

Démission du recteur Barros Sierra.

24 SEPTEMBRE :

L'Institut Polytechnique est pris d'as-
saut par les « granaderos ». D'autre part,
des batailles d'une violence exception-
nelle se déroulent aux abords des prisons,
des écoles préparatoires et de la Faculté
de Médecine. Cette journée est la plus
sanglante de toutes : 15 morts.

25 SEPTEMBRE :

Nouveaux affrontements à Mexico. 1
mort. Depuis le début des événements, les
étudiants comptent 32 morts.

La population prend de plus en plus
fréquemment parti pour les étudiants, dans
leur lutte contre l'armée et les forces de
police.

26 SEPTEMBRE :

Selon le général Berregan, ministre mexi-
cain de la défense « l'ordre règne à Mexi-
co. »

27 SEPTEMBRE :

Le conseil de l'Université Autonome a
refusé à l'unanimité la démission du rec-
teur Barros Sierra.

Cet événement est à l'origine d'une nou-
velle phase de répit dont on ne sait com-
bien de temps elle durera.



Le mai mexicain

A.F.P.

tement. » En effet, la récurrence des troubles ruraux dans de nombreux Etats aurait de quoi inquiéter tout autre gouvernement que celui de Gustavo Diaz Ordaz, qui a justement été appelé au pouvoir en fonction de sa réputation d' « homme à poigne ».

Or ; plus de la moitié de la population vit dans les campagnes mexicaines. Pour échapper à la misère, elle peut être tentée d'aller vers les villes. Mais là règnent le chômage et des conditions déplorables d'habitation. Sur plus de 400.000 jeunes arrivant tous les ans sur le marché du travail, 200.000 seulement trouvent un vrai travail ; les autres doivent se débrouiller.

Face à une telle situation, le gouvernement apparaît de plus en plus impuissant à élaborer une politique économique qui éliminerait les inégalités dues à une croissance économique effrénée.

La centralisation des activités les plus rentables dans la zone métropolitaine de Mexico n'a pas été enrayée, alors que tant de zones de ce vaste pays sont sous-équipées. La politique de « mexicanisation » de l'industrie ne sert plus que de façade à des apports directs de capitaux américains. Le journaliste de l'*Economist* citait une longue liste de firmes dont les capitaux étaient à 60, 70, 80 % nord-américains. A la limite, le gouvernement a avalisé les exigences de Kodak qui tenait à ce que tout le capital de la société demeure nord-américain.

Dans ces conditions, non seulement le Mexique n'est pas en mesure de sortir du sous-développement dans les prochaines années, mais la paupérisation absolue est à craindre.

L'expression politique de cette bourgeoisie objectivement liée aux U.S.A. : le gouvernement de Diaz Ordaz, est fortement technocratique.

Ses membres, issus des cadres bureaucratiques du parti officiel, le Parti Révolutionnaire Institutionnel, se révèlent coupés de la réalité sociale du pays à un point encore jamais atteint. Menacés dans leur pouvoir, ils sont tentés par la voie autoritaire, mettant ainsi en cause les traditionnelles garanties démocratiques (droit de réunion, liberté de la presse, garanties judiciaires...). A l'approche de la désignation du candidat officiel à la présidence de la République pour le sexennat 1970-1976, Echeverria au ministère de l'Intérieur et Rosal « régent » de la ville de Mexico font même de la surenchère en ce sens.

A l'opposé le mouvement étudiant, interprète des aspirations populaires, risque l'isolement malgré l'immense sympathie qu'il a suscitée au Mexique et de par le monde. La liaison avec les paysans est difficile, mais c'est surtout une question de vocabulaire à trouver. Plus grave est le fait que le syndicat ouvrier officiel, la Confédération des Travailleurs Mexicains, est pratiquement contrôlé par le P.R.I. Sur le plan extérieur, l'isolement du mouvement étudiant n'est pas moins grand. La conjoncture mondiale en 1968 n'est pas très favorable à une transition vers le socialisme... La Havane se tait parce qu'ayant longtemps bénéficié et bénéficiant encore de la « neutralité » diplomatique du gouvernement de Mexico.

Le mouvement étudiant mexicain, interprète de la lutte sourde du peuple mexicain, a besoin de notre appui politique. □

(1) « T.S. » n° 307. 22 décembre 1966.

(2) Les *ejidos* sont des communautés paysannes d'un type particulier, créés précisément pendant la révolution, et dont on s'accorde à dire qu'elles ont été impuissantes à résoudre les problèmes ruraux du pays.

(3) Président de 1933 à 1939.

□ Les « Springboks » en France ?

La Fédération Française de rugby a invité une équipe de rugby d'Afrique du Sud pour une tournée de six matches dont deux rencontres internationales, à Bordeaux le 9 novembre et à Paris le 16 novembre. Les autres rencontres auront lieu à Toulon le 29 octobre : Lyon 2 novembre, Clermont-Ferrand 5 novembre et Toulouse le 11 novembre.

L'équipe de rugby d'Afrique du Sud sera entièrement composée de joueurs blancs, la Fédération de rugby d'Afrique du Sud n'acceptant pas l'affiliation d'athlètes de couleur dans leurs clubs. Par conséquent, les fameux Springboks ne peuvent représenter leur pays. En invitant en France une équipe raciste la Fédération Française ne sert pas la cause du sport international mais plutôt la cause des racistes de notre pays. Cette invitation va à l'encontre des décisions du Comité International Olympique et de nombreuses fédérations internationales qui ont exclu les organisations racistes.

Il faut noter que les fameux All-Blacks de Nouvelle-Zélande ont annulé leur dernière visite parce que les Maoris n'auraient pas été admis en Afrique du Sud. Et l'on vient d'apprendre que l'équipe de cricket de Grande-Bretagne ne sera pas admise en Afrique du Sud parce que cette équipe comprend un joueur de couleur, originaire de Cape Town.

Un télégramme a été expédié au général de Gaulle lui demandant d'agir en conséquence. Y a-t-il une chance de voir l'anti-racisme triompher ? □

□ Tunis : un honteux gâchis

Le verdict est donc rendu à Tunis. M. Gilbert Naccache, ingénieur agronome, est condamné à 14 ans et 6 mois de prison. M. Ben Khader, collaborateur de l'Institut des Sciences Economiques Appliquées, et M. Brahim Razgallah, brillant étudiant en médecine, secrétaire de la Corpo de Médecine, ont également 14 ans et 6 mois. M. Ben Mahfoudh, avocat, docteur en droit, et assistant à la faculté de Droit, s'en est tiré avec 11 ans et 6 mois, ainsi que M. Bellalouna, professeur. Ahmed Ben Othman, étudiant en lettres françaises, secrétaire de la Corpo des Lettres, a eu droit à 10 ans et 1 mois, et Aziz Krichène, très jeune étudiant en sciences économiques, à 9 ans. La liste est longue : une centaine de condamnés. La plupart sont effectivement détenus en ce moment à la prison civile de Tunis : sans table, sans literie, ils sont au régime des prisonniers de droit commun (1) ;

parmi eux, quatre des cinq assistants tunisiens à la faculté de Droit et Sciences économiques (dont Mejdoub, docteur en droit, condamné à 5 ans, Chabbi, avocat, condamné à 2 ans) ; l'un des deux agrégés tunisiens de géographie (Hafedh Sethom, maître-assistant à la faculté des Lettres, préparant une thèse très attendue sur le Cap Bon tunisien, auteur de nombreux articles de géographie économique) ; J.-P. Chabert, français, ingénieur agronome (2 ans) ; Ridha Smaoui, expert géographe ; Salah Zeghidi, sociologue, etc. Au total : trois avocats, une vingtaine de professeurs et chercheurs, le reste étant des étudiants. Plusieurs condamnations avec sursis : il s'agit des femmes des principaux condamnés. Plusieurs condamnations par contumace : Mme Bruges-Romieu, assistante à la faculté de Droit ; M. Jean Gattegno, chargé d'enseignement d'anglais à la faculté des Lettres ; M. Gastone, médecin, coopérant militaire, pour avoir rompu le silence du mercenaire (2) et n'avoir pas toléré en Tunisie contre des Tunisiens ce qu'ils n'eussent pas toléré en France contre des Français (5 ans) ; Mlle Simone Lellouche, coupable d'être fiancée à l'un des condamnés (5 ans). Plusieurs citoyens tunisiens sont aussi condamnés par contumace : parmi eux, sept étudiants, boursiers à l'étranger (10 ans) ; mais aussi M. Yves Younès, assistant à la faculté de Droit (10 ans) et M. J.-P. Darmon, assistant d'Histoire ancienne à la faculté des Lettres (5 ans).

Or, en dépit d'une instruction irrégulière, des entraves scandaleuses mises à l'exercice de la défense, de la violation systématique des engagements judiciaires pris avec l'étranger (notamment M^e Diop, député sénégalais, membre du conseil de l'ordre de Dakar, s'est vu interdire de plaider en violation de la convention judiciaire tuniso-sénégalaise), d'audiences bâclées, du refus de tout témoignage à décharge, fût-il celui des professeurs P. Georges ; Michel Foucault ou René Dumont, le procès a du moins prouvé à l'évidence, *coram publico* (3) qu'il n'y avait certainement pas eu l'ombre d'un complot contre la sûreté de l'Etat, et que la législation sur la presse et les réunions était en Tunisie non seulement anticonstitutionnelle mais encore contraire à la Charte Internationale des Droits de l'Homme. En somme le procès a du moins prouvé à l'évidence que ces hommes courageux n'étaient coupables de rien.

A moins que ce ne soit de lèse majesté ? □

(1) On apprend que les détenus commenceront le 15 octobre prochain une grève de la faim illimitée si le statut des prisonniers politiques ne leur est pas accordé. Ce statut n'existe pas en Tunisie.

(2) La lettre de M.-J. Gattegno publiée dans « Le Monde », du samedi 28 septembre sous le titre *Coopération et politique*.

(3) Les articles de M. Denuzières « Le Monde », 11 septembre et suiv. « Tribune Socialiste » du 19 septembre.

Une journée de travail

Les premiers versements parvenus à la trésorerie nationale, prouvent que notre appel a été entendu. Mais insuffisamment.

Les multiples réunions que nous tenons à tous les niveaux prouvent que le P.S.U. a le vent en poupe. Qu'il s'agisse des stages nationaux de formation, de la réunion des secrétaires fédéraux, des créations de sections, des adhésions que nous enregistrons, des audiences que nous réunissons dans les réunions intérieures ou publiques, toutes les constatations concordent : jamais le P.S.U. n'a été plus vivant. Jamais on ne lui a autant demandé de prendre des initiatives et d'affirmer sa présence.

Cela ne sera possible que s'il se donne les moyens d'une telle politique, s'il sait trouver les moyens financiers qui permettront de porter beaucoup plus haut et beaucoup plus loin le niveau de notre activité.

Or personne n'ignore que les événements de mai, puis la campagne électorale, ont vidé les caisses du Parti. Celui-ci doit cependant ré-

pondre aux nouvelles obligations qui lui sont imposées par la situation politique, et par son propre agrandissement.

La décision prise par le Bureau national de demander à tous nos militants et sympathisants de verser d'ici Noël, une journée de travail à la Souscription nationale, tient compte d'un ensemble de besoins.

Nous savons que nous ne faisons pas appel en vain au sens de votre responsabilité, tout en n'ignorant pas la lourdeur du sacrifice que nous vous demandons. Croyez bien que si nous le faisons, c'est en sachant pertinemment que le P.S.U. ne peut faire autrement.

Le Parti Socialiste Unifié ne peut compter que sur les ressources de ses militants. Il sait qu'il peut leur faire confiance pour verser cette journée de travail qui lui permettra de s'acquitter chaque jour mieux des tâches qui lui sont imparties.

Le Bureau National

C.C.P. Paris 14020-44

Le Palmarès

● Le gouvernement a trouvé en quatre ans plus de 400 milliards de francs anciens pour préparer une élite sportive qui ne ramènera de Mexico que quelques pauvres médailles.

Mais il n'a pu trouver que 100 milliards à consacrer au budget global de la Jeunesse et des Sports pour 1969. Jamais il n'avait fait, depuis 10 ans, aussi peu d'effort pour l'éducation physique et le sport !

Ce qui n'empêche pas Comiti, ministre de la Jeunesse et des Sports, de s'affirmer, dans tous ses discours, le fervent champion du sport de masse...

● La répression continue à l'O.R.T.F. : six autres journalistes ex-grévistes viennent d'être licenciés parce qu'ils avaient refusé la mutation punitive qu'on voulait leur imposer.

● M. Chandra Sekhar, ministre indien du Planning Familial a décidé de faire vendre, pendant les cinq prochaines années, 600 millions de préservatifs par an.

« Nous avons expérimenté la méthode Ogino, préconisée par le Vatican, a-t-il déclaré. C'est comme à pile ou face. Elle favorise les naissances, au lieu de les empêcher. »

● « L'administration des P.T.T. pourrait diviser par deux ses factures de téléphone, tout en doublant les salaires de son personnel et tout en réalisant des bénéfices lui permettant de doubler le rythme de raccordement des abonnés nouveaux ! »

C'est un ingénieur général des P. et T., M. Henri Jannès, qui a écrit cela.

Il vient d'être convoqué devant le conseil de discipline du ministère qui l'avait déjà radié en 1965.

L'affaire s'était mal terminée...

...Pour l'ex-ministre Marette, condamné par le Conseil d'Etat pour excès de pouvoir.

● On se souvient du rôle joué par une certaine conception de l'histoire et géographie dans les manuels scolaires pour propager et maintenir la doctrine colonialiste.

On n'en est que plus surpris de constater à l'heure de la rentrée 1968 que plusieurs inspecteurs d'académie ordonnent que plus de la moitié du programme de géographie des classes de fin d'études primaires soit consacrée aux départements et territoires d'outre-mer, à l'Afrique du Nord et à l'Afrique Noire d'expression française.

Quand au même moment les services de documentation du secrétaire général du gouvernement adressent aux écoles une brochure consacrée au « Développement économique en Afrique Noire francophone », on peut se demander si tout ceci n'est pas de nature à donner bonne conscience aux jeunes Français pour animer sournoisement une idéologie moribonde. □

Rencontres régionales jeunes : 5-6 octobre

Programme :

Samedi 5 octobre : 14 heures : la lutte des classes aujourd'hui et les jeunes.

21 heures : le P.S.U. son rôle.

Dimanche 6 octobre : 9 heures : le travail en milieu jeune.

14 heures : organisation du travail régional : préparation des Assises Nationales de Grenoble.

18 heures : fin du stage.

EST : Lieux : Laxou et Remirecourt. Pour tous renseignements téléphoner au C.C.N.J. Suf. 06-70.

MIDI-PYRENEES : Lieux : Chalet René Gouyon Station de Bouts le Mourtis 31-Saint-Beat. Pour tous renseignements : A. Montariol, 3, rue d'Aubuisson Toulouse.

Prière de s'inscrire assez rapidement afin que l'organisation matérielle puisse être faite le mieux possible. Merci.

Commission Santé

JOURNEE D'INFORMATION DES MEDECINS P.S.U. LE DIMANCHE 13 OCTOBRE

81, rue Mademoiselle (métro Vaugirard ou Commerce).

« Le médecin P.S.U. et les syndicats médicaux. »

— Panorama du syndicalisme médical, par Jean Robin ; Table Ronde animée par M.-F. Kahn, avec la participation de médecins installés ou salariés, membres de divers syndicats (Confédération des syndicats médicaux français - C.G.C. - C.F.D.T. - C.G.T. - S.N.E. Sup. etc.). Des syndicalistes non médecins du secteur « Santé » seront également présents.

Droit d'inscription : 10 francs à régler sur place (gratuite pour les étudiants). Repas commun (environ 15 francs).

Matériel disponible

- La Révolution trahie de 1968 par André Barjonet 3,00 F
- Livre Noir des Journées de Mai, U.N.E.F., S.N.E. Sup. 5,00 F
(Brochure « Mai 68 », par Bridier, épuisée.)

**

- Programme Santé du P.S.U. 2,00 F
- Statuts du P.S.U. 1,00 F
- Macarons P.S.U. (le cent) 3,50 F

**

Cahiers du Centre d'Etudes Socialistes

- Initiations aux problèmes économiques (3 cahiers, par Rungis) La série 3,00 F
- N° 39-41 Initiation à la théorie économique marxiste, par Ernest Mandel .. 4,00 F
- N° 42-43 Les marxistes et la notion de l'Etat, par Henri Lefebvre 3,00 F
- N° 45-51 Intégration européenne et mouvement ouvrier (colloque) 12,80 F
- N° 64-68 L'Afrique recolonisée, par Th. Munzer et G. Laplace 5,00 F
- N° 69 Révolution culturelle et expression artistique, par Albert Marchais .. 2,00 F
- N° 70-73 L'urbanisme d'aujourd'hui, par Henri Lefebvre et Jean Balladur.. 3,00 F
- N° 74-75 Univers concentrationnaire ou urbanisme socialiste 3,00 F
- N° 70-71 Réforme de l'entreprise ou contrôle ouvrier (débat entre J.-M. Vincent, Ernest Mandel, Gilbert Mathieu, Bloch-Laine) 3,00 F

*

Livres des Etudes et Documentations Internationales

- La classe ouvrière et le régime gaulliste, par P. Naville 18,00 F
- Le socialisme français et le pouvoir, par Michelle Perrot et Annie Kriegel 11,50 F
- La révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen (V. Fay, P. Broue, A. Kriegel) 12,50 F
- Approches économiques de l'Apartheid, par Claude Clayman, Comité contre l'Apartheid « Temps Modernes » 2,00 F
- La question chinoise dans l'Internationale Communiste 16,10 F
- Pologne-Hongrie : 1956 24,50 F
- Otto Bauer et la Révolution 18,10 F
- Black Power 16,20 F
- Lénine, par Lukács 5,90 F
- L'économie politique du rentier, par Boukharine 14,50 F
- La Nouvelle Economique, par Preobrajenski (préfaces de P. Naville et E. Mandel) 17,60 F

**

Disques

- Mai 68 - 45 tours 5,00 F
- Chants cubains (lettre à Che Guevara) - 45 tours 10,00 F
- Chants populaires et révolutionnaires du Chili - 45 tours 10,00 F

(Joindre Chèque à la commande : Tribune Socialiste C.C.P. 5826 65 Paris - envoi franco. Pour tout achat direct au 54, boulevard Garibaldi, ristourne de 10 %.

L'internationale des racistes

L'apartheid et son système économique

Claude Glayman

L'aggravation, la systématisation de l'apartheid sont liés à la poussée industrielle, à l'urbanisation, bref au développement économique. Les richesses naturelles du sol permettraient à l'Afrique du Sud de réaliser son expansion économique selon d'autres principes mais, une fois engagée dans l'exploitation des noirs africains, l'économie du pays entraînait sans cesse une aggravation de la ségrégation au point que le bond économique eût été impossible, semble-t-il, sans l'apartheid. Cela ne contredit pas bien sûr, l'idée qu'une autre orientation aurait pu conduire au même essor économique, car celui que connaît à présent l'Afrique du Sud est menacé par une foule de contradictions.

Serge Thion évoque, dans son analyse, une cohérence de l'économie Sud-Africaine qui résulte, selon lui, d'une sorte de « colonialisme intérieur » propre au pays. Certes, cette cohérence existe, mais elle existe comme la logique économique de tout univers concentrationnaire, c'est-à-dire qu'elle est condamnée à terme...

Les Blancs sont de plus en plus minoritaires, mais en même temps de plus en plus concentrés dans les villes, et cette concentration urbaine est typique de toute société en train de s'industrialiser : 68 % de la population blanche était urbanisée en 1953 ; en 1960, ce pourcentage passe à 80 %.

La rapidité de ce processus d'urbanisation distingue l'Afrique du Sud de tous les autres pays du continent : 23 % de la population totale de l'Afrique du Sud se trouvent dans des villes de plus de 50 000 habitants, alors qu'en Côte d'Ivoire c'est 6,8 % de la population qui réside dans des agglomérations de plus de 20 000 habitants, au Sénégal, 16,3 %, etc. Cette urbanisation accélérée reflète les progrès de l'industrialisation de l'agriculture et la diminution de la part qu'elle représente dans la formation du revenu national.

C'est ici que les contradictions se manifestent : le développement économique et notamment industriel des Blancs exige une main-d'œuvre africaine toujours plus nombreuse et plus disponible (29 % de la population bantou est urbanisée) ; mais en même temps cette présence nécessaire, cette « promiscuité » sont contraires à l'idéologie de l'apartheid entendue comme « développement séparé ». Ce qui fait que l'on tendra de plus en plus à refouler dans les

réserves les Africains dont on n'a pas besoin dans les entreprises blanches, ne laissant « émigrer » selon un dosage complexe que les travailleurs utiles à l'économie. L'institution du laissez-passer illustre cette tendance à faire des Africains, des « étrangers » dans les zones blanches...

Non viable

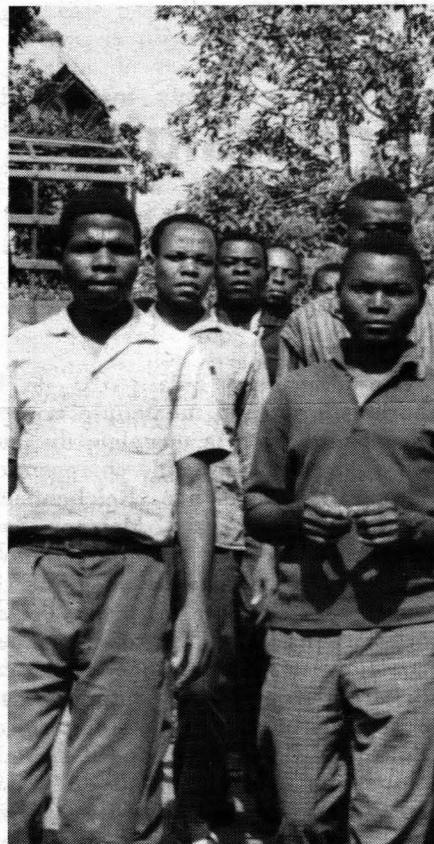
En dehors des aspects politiques et moraux du problème, il reste à se demander si un tel système est viable du seul point de vue économique. On sait qu'actuellement l'aide apportée par les grandes puissances capitalistes permet au régime de Prétoria non seulement de tenir le coup, mais encore de se raffermir. Mais si cette aide étrangère est décisive, cela signifie-t-il que sans elle le régime d'apartheid s'écroulerait, et si c'était le cas serait-ce à cause des contradictions inhérentes à son organisation économique ?

Les Blancs s'efforcent de remédier à la situation que crée leur infériorité numérique. Les arguments idéologiques en faveur de l'apartheid, la volonté de maintenir leurs privilèges économiques exorbitants sont les fondements de ce projet.

D'où la systématisation du « développement séparé » une systématisation qui n'a pas de pareille et peut-être pas de précédent. Dans l'idéal, une séparation spatiale vraiment étanche assurerait la rigueur ségrégationniste. Mais cette étanchéité est impossible, car les Blancs ont besoin des Africains comme main-d'œuvre (seule une automatisation poussée de l'appareil de production permettrait en théorie, d'assurer l'étanchéité).

La séparation est également impossible parce que les Bantoustans, c'est-à-dire les réserves, sont inviables économiquement (ces regroupements s'avèrent d'ailleurs très difficiles à opérer car les treks successifs des Boërs ont dispersés les propriétés agricoles des Blancs : on compte pour l'ensemble du pays 103 000 propriétés blanches dont 42 500 de plus de 540 hectares et 32 000 entre 90 et 450 hectares).

Nous ne nous attarderons pas à démontrer le non-sens économique que sont les Bantoustans, qui relève de l'analyse de l'apartheid en tant que système. Rappelons seulement que sur les territoires des réserves on ne trouve ni grandes villes, ni industries, ni ressources naturelles, ni ports maritimes, etc. Ces territoires réservés représentent environ 165 000 kilomètres carrés, soit 13 % de la surface totale de la République, sur lesquels en théorie de-



La guérilla sera longue.

A.F.P.

vraient vivre et travailler l'ensemble des Africains. Déjà en 1955, une enquête officielle, confiée à la commission Tomlinson, avait conclu que seule la moitié de la population africaine pourrait vivre sur les territoires des réserves. Les renseignements dont nous disposons sur le premier Bantoustan, celui du Transkeï, confirment largement ces conclusions.

Il est vrai que le principe du « développement séparé » n'est qu'un alibi idéologique qui, tout en donnant satisfaction à la mentalité raciste des Blancs, est destiné au fond à camoufler un système économique dont le mécanisme est celui du colonialisme le plus pur.

A cet égard, la création — ou le projet de création — de villes industrielles autour des Bantoustans, et non à l'intérieur, vient souligner que la non-viabilité économique des réserves est voulue et traduit la volonté d'en faire des réserves de main-d'œuvre au profit des Blancs.

Ainsi, c'est tout un système migratoire de main-d'œuvre qui est mis en place au profit d'une économie blanche dont le degré de technicité est de plus en plus élevé. Désormais la circulation et le séjour des Bantous en zones blanches dépend exclusivement des besoins de main-d'œuvre des entreprises blanches. Les emplois réservés aux Bantous excluent toute formation professionnelle, puisqu'il s'agit de travaux de force, de telle sorte qu'ouvrier agricole et ouvrier industriel deviennent permuable.

Le boomerang

Tout le problème est de savoir si l'évolution technique de l'économie blanche — en particulier sous l'influence du développement de l'industrie militaire — va pouvoir se satisfaire de ce système migratoire primaire.

D'ores et déjà on remarque un véritable gaspillage, résultat de cette rotation des travailleurs africains. Nous envisageons ici la situation du seul point de vue des Blancs ; car du point de vue des Africains la cause est plus que largement entendue (salaires de misère, destruction de la vie familiale et traditionnelle consécutive aux déplacements perpétuels, aux séparations des familles africaines, aux tracasseries répressives qu'ils subissent sans arrêt, etc.).

Dans son étude, Serge Thion rappelle que la commission Tomlinson « estimait à près de deux cents millions de journées de travail la perte subie par l'économie du fait de l'inactivité d'une partie de la main-d'œuvre migratoire... Le chiffre est sans doute plus élevé aujourd'hui... ».

Ce gaspillage est-il la source d'une contradiction propre à l'économie sud-africaine ? A première vue, on serait tenté de répondre par l'affirmative. Cependant dans un système aussi irrationnel que celui de l'apartheid, nous devons tenir compte du fait que les coûts sociaux de la main-d'œuvre africaine ne sont pas pris en charge par l'économie moderne, d'autant moins que les salaires versés aux travailleurs africains sont des « sous-salaires ». Si l'on accorde à Serge Thion que l'économie d'apartheid est bien l'héritage et la consolidation d'une « colonisation interne », il faut aussi se rappeler que la crise générale de la décolonisation est survenue au moment où l'économie mise en place par la colonisation posait des problèmes insolubles dans le système en vigueur.

Il faut donc se demander si l'économie sud-africaine « cohérente » dans un pays à « colonialisme interne » ne cesse pas de l'être dans un pays à économie moderne. Et il faudrait d'ailleurs se demander aussi quel est le degré exact de modernisation de l'économie sud-africaine.

C'est ainsi que l'économie de l'Afrique du Sud doit supporter les coûts de la très complexe et très onéreuse organisation de l'apartheid : forces de police, forces militaires, appareil administratif très lourd, etc. Même si ces dépenses sont en partie couvertes par les impositions draconiennes des Africains ; il y a là un poste de dépenses dévorant dont on ne voit pas qu'il puisse être supprimé. D'autre part la consommation intérieure demeure relativement faible, quel que soit le niveau de vie des Blancs, puisque la masse des non-Blancs ne peut être considérée comme consommatrice... □

(*) Extraits d'un article « Approches économiques de l'apartheid », publié par « Les temps modernes » de février 1968 et vendu en brochure (2 F) par le Comité Français contre l'apartheid, 14, rue Notre-Dame-de-Lorette, Paris 9^e. Tél. : 526-51-62.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
Au feu, les pompiers
(Tch. V.O.)

Cinéma

Mexico : une nostalgie mythique

Jean-Luc Pouillaude

Il faut savoir gré à François Reichenbach d'avoir commencé son film là où les routes s'achèvent. Malgré des images, encore trop nombreuses, de Mexico et d'Acapulco, qui servent de repoussoir, c'est aux Indiens qu'il a accordé toute son attention. 42 millions de Mexicains. 11 millions d'Indiens. C'est dans cet écart que se mesure l'originalité profonde du Mexique. C'est là aussi qu'apparaît son drame. Un peuple entier a été dépossédé de sa culture; son histoire brusquement s'est arrêtée et l'envahisseur a imposé son exploitation économique, ses propres modes de pensée, sa religion. C'est cette frustration du fond culturel originaire qui anime les innombrables fêtes qui sont autant de rituels conjuratoires et de célébrations nostalgiques.

Tout est sacré. Le temps n'existe pas. Les fêtes sont à la fois des points de repère mythiques et des instants d'éternité où l'on s'adresse aux dieux (et au Dieu chrétien), aussi bien pour invoquer la pluie que pour ressusciter à travers le jeu et la parodie le passé mort d'avant la conquête. « La misère d'un peuple se mesure à la splendeur de sa fête » disait Octavio Paz. Dans l'espace et le temps d'une fête tout le cycle de la vie est parcouru. C'est pour cela qu'il n'y a pas de fête gratuite et que « chaque déguisement est une nécessité pour que ne se brise pas le cercle magique des récoltes et de la pluie ». Le mythe est la voie (ou la voix) sacrée où s'enfle, dépouillée et nue dans son atroce beauté, la pulsation de l'Histoire, d'une Histoire intemporelle qu'anime le rituel de l'eau et de la terre, de la fécondité et de la mort. « La fête est le masque de l'Histoire » (Carlos Fuentes).

Ce n'est donc qu'à partir de la notion de fête où un peuple évoque jusqu'au vertige la nostalgie du passé, qu'on peut tenter de comprendre la réalité mexicaine. Reichenbach l'a parfaitement saisi. Mais au lieu d'approfondir cette notion, d'en mettre au jour le mystère magique, il reste à la surface, filmant l'éclat des masques et le chatoiement des couleurs, sans jamais parvenir à en discerner les motifs profonds. Car c'est cela aussi qui nous intéresse. Pourquoi l'Indien mime-t-il nostalgiquement sa vie au lieu de la vivre ? Pourquoi cherche-t-il à conjurer le temps, à l'abolir dans une magie épileptique ? Reichenbach filme ce qu'il voit, dira-t-on; il n'a pas à faire une généalogie de la fête. Mais il demeure que si l'Indien se réfugie dans la fête, c'est qu'il y est poussé par des raisons non seulement religieuses et ethniques mais aussi économiques et sociales. La fête mexicaine n'est pas un opium, mais le seul espace où l'Indien s'invente lui-même, où la vie qu'il se donne est sa vraie vie, où l'accord primordial, charnel et religieux, avec le monde, est pensé et vécu dans toute sa plénitude.

Pour réaliser « Mexico, Mexico », il aurait fallu un ethnologue-poète. Je pense, bien sûr, à Jean Rouch, et ici, l'analogie avec « Les maîtres fous » s'impose, cruellement pour Reichenbach, il est vrai. Ou tout simplement un poète. Rouch faisait remarquer que « Que viva Mexico » d'Eisenstein — qui reste le meilleur film sur le Mexique — était entièrement faux du point de vue ethnographique. Reichenbach flatte trop souvent l'insolite et le pittoresque. Il photographie le mouvement mais, finalement il ne filme pas. Un bel album de photographies n'a jamais fait un film. □

Rouges et blancs

Jean-Paul Fargier

1917 Les affrontements entre les révolutionnaires soviétiques, soutenus par les partisans hongrois, et les tsaristes font rage. La lutte armée régulière fait place à une guérilla et à des représailles impitoyables. Les blancs mettent torse nu les prisonniers rouges et leur donnent un quart d'heure pour se disperser. Ce temps écoulé, les hussards se lancent à leur poursuite et les

massacrent. Mais il y a la plaine. Cette plaine où l'on se jette à corps perdu dans une fuite désespérée, utilisant le moindre vallonnement ou la moindre courbe de la rivière. Fuite éperdue et vaine, liberté illusoire puisqu'elles s'achèvent dans les crispations de la mort.

L'art de Miklos Jancso réside tout entier — et peut-être plus encore que dans « Les sans espoirs » — dans une

savante composition de l'espace filmé où les acteurs viennent s'inscrire comme autant de points fixes ou mouvants. La profondeur de champ retrouve son sens originaire de déploiement. L'utilisation du Scope noir et blanc est ici d'une remarquable efficacité, en ce sens qu'elle opère une véritable *ouverture*, signe d'une liberté tragiquement menacée par la cruauté de la répression.

« Rouges et blancs » est un cri contre la violence. Evitant les pièges du contenu psychologique ou moral, Jancso échappe également au double écueil de l'apitoiement et de l'idéalisation. Malgré les nombreuses scènes de massacres et d'exécutions, sans donner à voir une goutte de sang, il joue entièrement sur une vio-

lence froide et par là-même abstraite et intellectualisée. Telle cette scène étrange où des infirmières revêtues de robes de bal, dansent dans une clairière au son d'un orchestre musette, sous le regard indifférent et glacé de l'officier qui a ordonné ce spectacle onirique.

Et c'est naturellement que la fureur des armes et l'humiliation débouchent sur le sacrifice. Une poignée de rouges dévalle la colline pour se jeter sur l'ennemi dont les lignes de bataille circonscrivent et ferment l'espace, en chantant la *Mar-seillaise*. Il est merveilleux de retrouver dans la bouche de ces partisans hongrois la signification première du chant révolutionnaire : ce goût de sang et d'amertume mêlé d'espoir. □

Tchèques à l'écran

Pour comprendre la réalité tchèque, il ne faut pas hésiter à voir LA FETE ET LES INVITES de Jan Nemec où l'absurde et l'inquiétant confinent par moments au raffinement (et à la cruauté) des paraboles bunueliennes, et à revoir le brillant et sarcastique AU FEU LES

POMPIERS ! de Milos Forman.

Signalons en prélude à la sortie d'OEDIPE ROI et de THEOREME, pour se familiariser avec les thèmes de P.P. Pasolini, outre la reprise de L'EVANGILE, celle du trop peu connu et excellent ACCATONE (Le Souteneur) qui date de 1961.

A écouter

● Francis Poulenc - *Sinfonietta, Suite Française, etc.*

Du quatrième disque de l'orchestre de Paris entièrement consacré à Francis Poulenc, nous retiendrons surtout la Suite Française. Ecrite en 1935 d'après un livre de danses de la fin de la Renaissance, cette partition devait servir d'illustration musicale à une pièce d'Edouard Bourdet. Malgré ses origines elle est tout à fait caractéristique de l'art de Poulenc : un classique décontracté, parfaitement à l'aise dans le monde de Stravinsky. Les autres pièces, échelonnées de 1921 à 1947, ont été choisies parmi les œuvres « parisiennes » du plus primesautier des musiciens français d'après la première guerre mondiale, encore qu'il y ait dans la Suite ou dans la Sinfonietta les traces d'une mélancolie toujours contenue.

Georges Prêtre dirige avec esprit et rend toute sa saveur au Poulenc de « café concert », héritier malicieux d'Offenbach et de Satie. (1 × 30 cm, *Voix de son Maître - CVC 2120.*)

● Fernando Sor - *Vingt études pour guitare.*

Les amateurs de guitare seront comblés par ces vingt études qui n'ont pas seulement pour but de mettre en valeur la virtuosité de l'interprète, mais qui permettent, les problèmes techniques surmontés, d'entendre de la musique authentique.

Le guitariste John Williams aborde ces études avec une compé-

tence et une sobriété qui permettent de jouir pleinement de leur qualité musicale. (1 × 30 cm, *Voix de son Maître - CVC 2095.*)

● Robert Schumann - *Konzertstück pour 4 cors et orchestre.*

Aux amateurs de curiosités et de sonorités rares, signalons la parution en collection économique du *Konzertstück* pour 4 cors et orchestre de Robert Schumann. Ce n'est peut-être pas là qu'il faut chercher le meilleur de l'auteur des Amours du Poète, bien que Schumann ait utilisé avec habileté les ressources héroïques et poétiques d'un instrument auquel Wagner et Brahms allaient redonner toute sa noblesse. Les 4 solistes et Franz Konwitschny à la tête du Gewandhaus de Leipzig font preuve d'une belle conviction. (1 × 30 cm, *Plaisir du Classique - Philips.*) □

BULLETIN D'ADHESION
AU P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U. :

81, RUE MADEMOISELLE,
PARIS-15°



Metteur en scène d'Armand Gatti.

Entretien avec Roland Monod

La "Naissance" d'Armand Gatti

Dominique Nores

Entre Gatti et lui, il y a plus qu'un accord, une amitié véritable.

— Vous avez monté *Le Voyage du grand Tchou à une époque où l'échec du Crapaud-Buffle pesait lourd sur la carrière de Gatti. Ça ne vous a pas fait peur ?*

Il rit :

— J'aurais dû trembler d'autant plus qu'il s'agissait d'une pièce « impossible », écrite exprès pour faire enrager ceux qui jugeaient impossible de jouer Gatti. Mais elle contenait déjà tous ses thèmes. Je connaissais Gatti depuis 1951, où nous étions ensemble à « Paris-Match ». Entre deux reportages, il me parlait du théâtre qu'il voulait faire.

— Il a été au Guatemala...

— En 1954. Le gouvernement Arbenz venait d'être renversé : pour contrecarrer la mainmise économique de l'United Fruit Company, il avait distribué les terres incultes aux paysans. Son échec allait rendre la pression des U.S.A. sur le Guatemala encore plus fort. Des hommes ont résisté. Gatti les a rejoints dans la forêt.

— « *La Naissance* » part de cette situation du Guatemala. Date-t-elle de cette époque, ou est-ce une pièce actuelle ?

— Les deux. Ce qui date d'il y a

dix ans et plus, c'est l'expérience que Gatti a faite au Guatemala. Impressions tenaces : ses compagnons exécutés, il a dû la vie sauve à sa carte de journaliste français. Depuis, Gatti a connu l'histoire des cinq officiers de l'armée gouvernementale, perfectionnés par les rangs pour la lutte contre la guérilla, et qui, rentrés dans leur pays, ont formé une unité de combat pour la libération, et il a construit sa pièce autour de leur aventure. Mais ce qui rend l'œuvre actuelle, c'est surtout la foi qui la porte. »

« — Gatti a confiance dans le maquis, dans ces ilots clairsemés de la révolte où des hommes viennent se regrouper avec d'autres hommes, partager le même engagement. Ce sont eux qui font de l'Amérique latine le continent-type de l'action révolutionnaire, un continent en train de naître.

— D'où le titre ?

— Oui. La naissance, c'est le deuxième souffle. Le premier nous a été donné par hasard. Le second, il faut que chacun le trouve pour soi. Remarquez, Gatti ne dit jamais : pour vivre, vivez de cette façon qui est la bonne. La naissance peut être un suicide — une naissance en négatif — si l'homme a pris conscience d'empêchements qu'il ne dépassera

pas. Elle peut être une longue quête — dans la pièce, celle de Juilin, incapable de rejoindre vraiment Osmany, tant que des liens la rattachent à son passé de grande bourgeoisie.

— *Gatti a prévu des répliques « en diction non réaliste ». Comment les faites-vous dire par les acteurs ?*

— Je préfère parler d'un langage volontaire et d'un autre qui ne l'est pas. Encerclés par l'armée gouvernementale, pris et torturés, les personnages du maquis ont intérêt à faire attention à ce qu'ils disent. Mais, bousculant leur langage très voulu, des mots sortent d'eux, qu'ils ne voudraient pas dire, ou qu'ils ne savaient pas avoir à dire, et cela

peut aller du cri à la phrase retenue par force.

« Il n'est d'ailleurs pas question pour nous de donner l'illusion du vrai. La scène, comme toujours chez Gatti, est le lieu d'une confrontation. Des acteurs y montent pour dire comment leur personnage se situe dans un mouvement qui veut briser l'armature actuelle de la société.

La Naissance créée à Venise, puis jouée à Berlin, sera le premier spectacle dramatique du « Théâtre du VIII^e » animé à Lyon, par Marcel Maréchal (début octobre).

Après une tournée en Algérie, elle sera jouée au Théâtre Romain Rolland de Villejuif, du 8 au 30 novembre, les vendredis samedis et dimanches (matinée).

Une fantaisie qui en dit long

Claude Glayman

Deux garçons qui marquent le pas (1) : l'un a perdu sa place d'huissier veillant sur des kilomètres de couloirs. L'autre n'a pas d'emploi défini. Pour dominer la situation, ils ne voient que le hold-up et le départ pour le Brésil, ce pays où les capitales poussent comme champignons et où leurs talents fructifieront : il y a tellement d'espaces vides.

Un bon départ de comédie, que le déchainement des images mentales fait virer au sombre : le monde où vivre — paquebots, fleurs des pays chauds, chambres quietes der-

rière des rideaux — est défendu par les façades du monde réel que le rêve même ne perce pas.

Les dessins projetés de Jean-Michel Folon imposent le sentiment de l'agression par les murs. Mais les fantaisies colorées qui suggèrent le nouveau monde détournent l'attention. La mise en scène de Perinetti, au contraire, épaula le texte et, lui imposant le rythme d'une partition musicale en affirme le caractère obsessionnel et fait oublier combien l'œuvre est plus parlée qu'agie.

(1) Alliance Française. « Le voyage au Brésil », de Guy Foissy.

Musique

Mahler ou l'inconfort

Bernard Sizaïre

La parution simultanée de six symphonies, dont deux mal connues, permet de mieux scruter la personnalité de Gustav Mahler.

Au carrefour du romantisme post-wagnérien et de l'expressionisme Schönbergien, Mahler qui connut Brahms et Berg, exprime les contradictions d'un être en perpétuel conflit avec l'univers et avec lui-même. Dès sa première symphonie (1889) un monde sonore tempétueux fait irruption, exprimant le cri d'un « cœur blessé ». Les trois suivantes (1) constituent une tentative de réconciliation avec la nature, dont la quatrième (2) baignant presque entièrement dans un climat apaisé représente l'exemple le plus harmonieux. Les moments de vraie joie et de pure sérénité y sont cependant rares : sous la bonhomie populaire et la simplicité naturelle, le musicien ne découvre en fin de compte que solitude et désolante bouffonnerie.

L'univers tourmenté de Mahler s'exprime pleinement dans les 5^e et 6^e symphonies (3) qui dépassent une heure chacune en accumulant les difficultés techniques. L'orchestre, gigantesque, massif et transparent dans lequel thèmes et timbres les plus insolites sont juxtaposés et superposés, est à la fois l'héritier du grand orchestre wagnérien et le précurseur de l'ensemble de solistes de la future école viennoise.

(1) Les 4 premières symphonies présentées en un coffret de 6 disques, sont dirigées par Bernard Haitink à la tête du Concertgebouw d'Amsterdam. Ample et belle tradition mahlerienne, avec pour les parties vocales de remarquables solistes.

(Philips en souscription jusqu'au 31 janvier 69. 149 F.)

(2) Aux lecteurs effrayés par un achat de cette importance je recommande la version dynamique et acide de David Oistrakh et de l'Orchestre Philharmonique de Moscou (1 x 30 cm, Chant du Monde.)

(3) A la tête du Gewandhaus de Leipzig, un des plus anciens et des plus prestigieux orchestres d'Europe, Vaclav Neumann donne de ces deux difficiles symphonies une version de référence.

(Philips, 3 x 30 cm.)

Jeux Olympiques

Derrière le sport

Dominique Laury

Jamais depuis leurs rénovations il y a 76 ans, autant de difficultés sont venues perturber les Jeux Olympiques. Le 12 octobre, M. Gustavo Diaz Ordaz, président de la République, déclarera ouverts les XIX^e Jeux Olympiques. Mais rien n'est moins sûr. A l'heure où les rues de Mexico présentent le visage du Quartier Latin en mai, il est difficile, malgré les assurances des milieux officiels, de dire si ce rassemblement mondial de l'élite sportive se déroulera aux dates prévues.

Si la cérémonie d'ouverture a bien lieu le 12 octobre, le Mexique aura gagné un étonnant pari. En effet, l'agitation des étudiants mexicains, n'est que l'un des problèmes que le président du Mexique et l'équipe dirigeante ont à résoudre. Les premiers nuages qui obscurcissent le ciel olympique remontent à la désignation de Mexico comme lieu des prochains Jeux Olympiques. Rarement une ville désignée pour l'organisation des Jeux d'Été a donné lieu à autant de polémiques. Des premières réserves furent exprimées en raison de l'altitude de Mexico (2.240 m.).

Peu à peu, les deux parties finirent par reconnaître que sans craindre de sérieux accidents, les athlètes devront préparer leur organisme aux effets de l'altitude et un peu partout il y eut une mobilisation des moyens scientifiques destinés à conditionner les athlètes. La France investit des milliards dans la construction du lycée climatique de Font-Romeu. Bien entendu, l'insuffisance des ressources des petits pays qui n'ont pas les moyens de construire des « Font-Romeu » à 2.000 mètres d'altitude risque de compromettre l'égalité, règle supérieure en matière de sport.

*Aussi raciste
que l'Afrique du Sud*

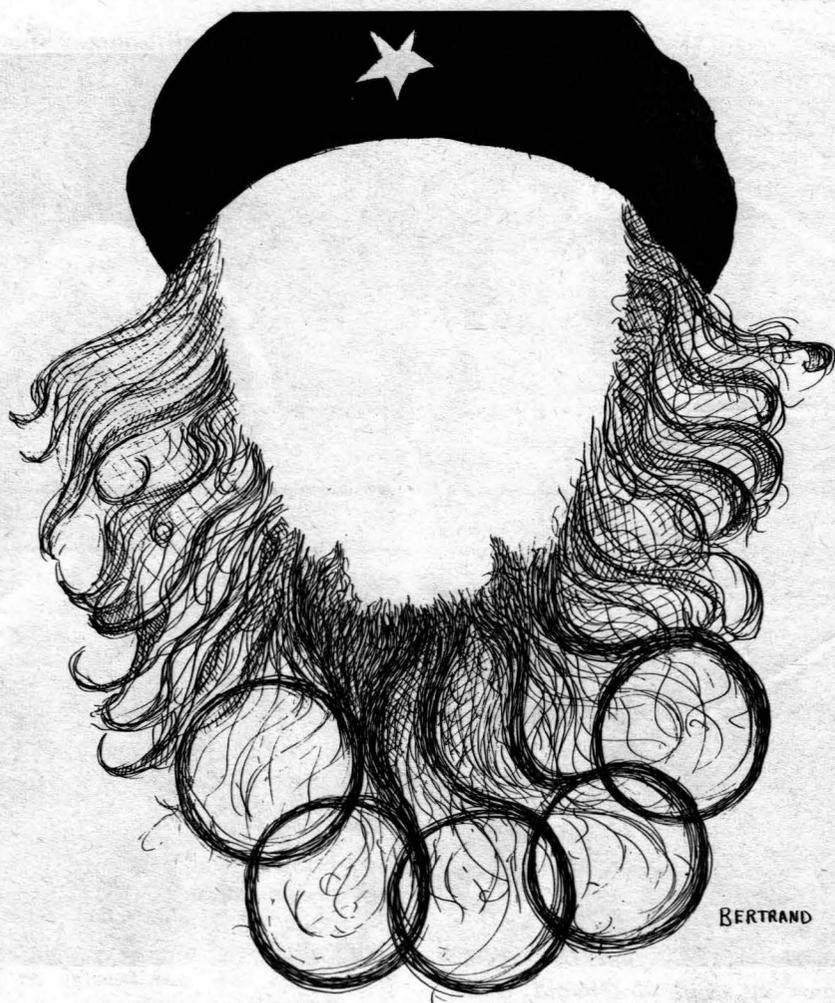
En novembre 1967, alors que les polémiques sur l'altitude s'étaient atténuées, à Los Angeles, l'élite des athlètes noirs américains décidait de boycotter les Jeux Olympiques pour attirer l'attention du monde sur le problème noir aux U.S.A. « *Le monde apprendra ainsi que l'Amérique est aussi raciste que l'Afrique du Sud* » déclarait le champion du 400 m. Evans. Cette déclaration fut un coup de tonnerre dans les milieux sportifs américains. En effet les Noirs jouent un rôle de premier plan dans l'athlétisme américain. L'équipe olympique U.S. est représentée exclusivement par des Noirs dans cinq épreuves : le 100 m., le 110 m. haies, le 400 m., le

triple saut et le saut en longueur. Au total ils seront près de 40 % de l'effectif de l'équipe olympique des U.S.A. Que serait-il advenu de la sélection américaine si la menace d'Evans avait été effective ? Elle aurait probablement coûté entre 10 et 15 médailles aux Américains. Mais les athlètes noirs américains réunis fin juillet décidaient d'annuler leur décision de boycottage. Ajoutons que leur porte-parole déclarait récemment : « *Nous viendrons, mais ce n'est pas O.K. pour autant, nous avons décidé de protester sur place* ».

Rappelons également les mésaventures qui discréditèrent le Comité International Olympique et son vieux président milliardaire M. Avery Brundage. En février 1968 à la veille des Jeux Olympiques de Grenoble, une commission restreinte du Comité International Olympique décidait la réintégration de l'Afrique du Sud exclue depuis cinq années en raison de sa politique d'apartheid. Cette décision provoqua immédiatement le retrait de 33 nations africaines membres du Conseil Supérieur du Sport Africain. Devant cette attitude le C.I.O. fit machine arrière. Un mois après avoir pris cette décision, il remettait en cause le vote acquis à Grenoble et une nouvelle consultation permettait d'annuler l'admission de l'Afrique du Sud.

Enfin, le dernier chapitre de cette contestation olympique, arriva le jour même où était allumée à Olympie la flamme olympique qui arrivera le 12 octobre à Mexico. Au cours d'une réunion, le bureau de la Fédération extraordinaire, le bureau de la Fédération suédoise des Sports prenait en effet la décision de suspendre ses relations avec les fédérations sportives des cinq pays du pacte de Varsovie à la suite de l'invasion de la Tchécoslovaquie. La Norvège prenait bientôt une décision identique. Peu après dans la Tchécoslovaquie occupée, Radio-Prague libre demandait au C.I.O. d'interdire la participation à Mexico de l'U.R.S.S. de l'Allemagne de l'Est, de la Hongrie, de la Bulgarie et de la Pologne. L'ancien champion Emil Zatopek s'est adressé à Prague aux troupes d'occupation pour leur crier une hostilité unanime.

Et cahn-caha, les Jeux Olympiques survivent, malgré l'absence de la Chine et ses 700 millions d'habitants, le sang qui coule au Vietnam et au Nigéria, le feu qui menace de se rallumer au Moyen-Orient, malgré le racisme noir aux U.S.A. et la présence des chars russes en Tchécoslovaquie. « *Paradis à l'ombre des*



BERTRAND

épées » les Jeux Olympiques sont devenus le symbole même de notre monde absurde. L'olympisme cher à Pierre de Coubertin, qui imposait dans la Grèce antique la trêve des armes va se dérouler à Mexico à l'ombre des chars...

Combien de médailles pour la France ?

La France qui se veut une grande nation sportive sera représentée à Mexico par 209 athlètes contre 161 à Tokyo et participera à toutes les épreuves sauf celles du basket-ball, water-polo et volley-ball. Pour éviter les désastres antérieurs de Rome, les responsables français ont fait de gros efforts pour présenter une équipe valable. L'altitude de la capitale mexicaine a posé un problème nouveau. Ce fut alors pour la France l'entreprise de Font-Romeu. Cadre idéal pour une mise au point méthodique des athlètes sélectionnés.

Cet ensemble sportif fait rêver quand on connaît l'insuffisance de l'éducation physique en France. Le stage des sélectionnés français à Font-Romeu a donné des premiers résultats puisque de nombreux records y furent battus.

Pour méritaires que leurs performances soient, elles sont bien insuffisantes pour faire de nos représentants des favoris à Mexico. Tant qu'une nouvelle orientation ne sera pas donnée au sport français accordant la priorité au sport de masse, sans pour cela négliger l'élite, la France possèdera quelques brillantes mais trop rares, individualités. Il

suffit de la blessure d'un athlète pour compromettre toutes nos chances.

Nous ne nous risquerons pas au jeu des pronostics car dans ce grand rendez-vous de l'élite sportive étalé sur plus de quinze jours les impondérables sont nombreux. Mais quelques réflexions s'imposent à la lumière des résultats obtenus dans chaque pays lors de la sélection olympique. En natation et en athlétisme, les sports « rois » des olympiades, les Français ne nous semblent pas armés pour enlever un titre olympique ; en revanche certains peuvent prendre place sur le podium. Bambuck, Wadoux, d'Encausse, Saint-Rose, Michel Rousseau, Alain Mosconi, chez les hommes et le 4 × 100, Sylvie Telliez, Ghislaine Barnay, Maryvonne Dupureur chez les dames sont des finalistes possibles. Encore que Bambuck et Rousseau chef de file de l'athlétisme et de la natation peuvent nous valoir une médaille, sans préciser de quel métal elle sera frappée. Rappelons enfin les chances de Trentin et Morelon, du lutteur Daniel Robin, champion du monde et du vétéran de la délégation olympique Jonquères d'Oriola, médaille d'or à Tokyo.

La France récoltera-t-elle plus de lauriers à Mexico qu'à Tokyo ? Peut-être. Mais à la vérité cela importe peu. Tous les efforts entrepris ne modifient en rien la politique du sport français. Au détriment d'une recherche en profondeur, on s'obstine, malgré quelques améliorations apportées çà et là à conserver l'éternelle politique de prestige qui empêche le développement sportif de l'ensemble de la jeunesse. □